

# PEAAD

## Bulletin



91

· juin 2025

Association des Anciens Députés au Parlement Européen

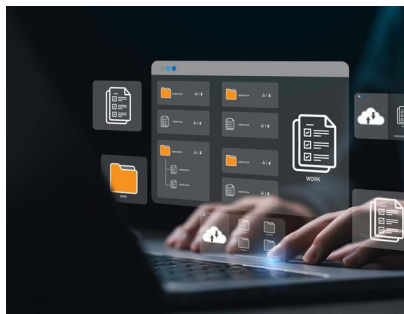
[www.formermembers.eu](http://www.formermembers.eu)



### Activités de l'AAD

Visite sous la  
présidence de l'UE

Page 10



### Focus

L'IA et la  
propriété des  
données

Page 30

# DANS CE NUMÉRO

**03** Mot du président

**04** PE au travail

## ACTUALITÉ

**06** Art et beauté de l'apprentissage  
(Zofija Mazej Kukovič)

**07** Ukraine - Rétrospective,  
occasions manquées et  
enseignements tirés  
(Mariela Baeva)

**08** La véloroute du Rideau de fer  
(Michael Cramer)

## ACTIVITÉS DE L'AAD

**10** Visite sous la Présidence de l'UE

**14** Réseau des anciens députés

**22** Collaboration avec IUE/AHUE

**23** Réunion annuelle de l'AAD

**24** Programme PE au Campus

## DÉPÊCHES

**25** Évènements à venir

**26** AAD au travail

## IN MEMORIAM

**28** In Memoriam

## FOCUS

**31** Parlement européen et  
innovation (Andrea Manzella)

**32** Intelligence artificielle et  
stockage de données:  
un défi civilisationnel  
(Prof. Ginevra Cerrina Feroni)

**34** Un bon travail qui reste  
insuffisant  
(Josep M. (Pep) Martorell)

**36** Stockage des données,  
souveraineté numérique et  
réglementation de l'IA  
(Dr. Marta Cantero Gamito)

**38** AI et données dans l'UE  
(Erika Mann)

### Nouvelles règles d'accès pour les anciens MdPE à compter du 1er mai 2025

Afin de faciliter le processus quotidien d'activation des badges des anciens députés, un nouveau système simplifié a été mis en place à compter du 1er mai 2025. Les anciens députés ne sont plus tenus de signaler à l'avance leur visite au Parlement européen. Le jour de leur arrivée, les anciens MdPE doivent badger à l'aide de terminaux équipés de lecteurs de badges (voir image). Si vous ne disposez pas d'une carte d'accès au PE en tant qu'ancien MdPE, vous êtes invité à vous rendre dans un centre d'accréditation pour en demander une. Si vous souhaitez accéder au PE en voiture, vous devrez toujours envoyer un courriel à [upaa-accr@europarl.europa.eu](mailto:upaa-accr@europarl.europa.eu) pour activer votre badge à distance.



Couverture: © Adobe Stock

## APPEL À CONTRIBUTION:

Le comité de rédaction tient à remercier tous les membres qui ont pris le temps de contribuer à ce numéro du Bulletin de l'AAD. Nous voudrions attirer votre attention sur le fait que la décision d'inclure un article incombe au comité de rédaction du Bulletin de l'AAD et, qu'en principe, les contributions soumises par des membres qui ne sont pas à jour de paiement ne sont pas retenues. En raison du long décalage entre l'appel à contribution et la publication, certains articles peuvent être dépassés.

Le Bulletin de l'AAD est publié par l'Association des anciens députés du Parlement européen avec l'assistance du Parlement. Toutefois, les opinions exprimées dans ses articles sont celles des membres contributeurs de l'AAD et d'écrivains invités, et ne représentent pas nécessairement les positions du Parlement, ni celles de l'AAD. De même, l'inclusion des communications publicitaires n'implique pas nécessairement une recommandation de l'AAD ou du Parlement.

## COMITÉ DE RÉDACTION

Monica BALDI  
Jean-Pierre AUDY  
Edward McMILLAN-SCOTT  
Teresa RIERA MADURELL  
Paul RÜBIG

## PRÉPARÉ PAR

Elisabetta FONCK  
Valerie RASKIN  
Estela ALVAREZ JORDAN  
Sacha PEREIRA DA COSTA

## CONTACTS

[formermembers@europarl.europa.eu](mailto:formermembers@europarl.europa.eu)  
Tél.+ 32(0)2 284 07 03  
Fax.+32(0)2 284 09 89



# MOT DU PRÉSIDENT

Chers membres,

Alors que nous approchons de la moitié de l'année 2025, notre association poursuit son essor dynamique, s'engageant activement face aux défis et aux perspectives qui façonnent le paysage européen en pleine évolution. J'ai le plaisir de partager avec vous les faits marquants de nos activités au cours des derniers mois et de vous présenter le contenu de cette édition du Bulletin de l'AAD, qui se concentre sur un sujet d'importance croissante: l'intelligence artificielle et la protection des données. Des experts offrent une analyse approfondie des questions critiques soulevées par l'intelligence artificielle et la gouvernance des données.

Ce printemps marque également le 75e anniversaire de la déclaration Schuman, qui nous rappelle à point nommé que des choix politiques visionnaires peuvent orienter durablement nos sociétés. Dans le contexte actuel de tensions géopolitiques, de lassitude démocratique et de transformation numérique, les valeurs portées par cette déclaration (solidarité, coopération et paix grâce à des institutions communes) sont plus que jamais d'actualité. Elles demeurent une référence fondamentale pour affronter les défis complexes auxquels l'Europe est confrontée aujourd'hui et continuent d'inspirer notre engagement, en tant qu'anciens députés, pour une Europe unie et démocratique.

Depuis janvier, notre communauté s'est montrée particulièrement active, ce qui témoigne de la volonté des anciens députés de contribuer au débat public et de promouvoir les valeurs européennes dans le monde entier. Je tiens à adresser mes sincères remerciements à tous ceux qui ont participé à nos programmes et initiatives. Notre visite de l'AAD en Pologne, organisée en mars 2025, a marqué un début d'année couronné de succès pour nos activités. Cette visite a permis un dialogue précieux sur l'unité et la sécurité européennes,

dans un contexte où ces thèmes revêtent une importance croissante. Nous sommes fiers de partager les réflexions de plusieurs membres participants, qui offrent une perspective riche et multidimensionnelle sur les discussions qui ont eu lieu à Varsovie.

Parallèlement, le programme «Parlement européen au campus» poursuit son développement. À l'occasion de la Journée de l'Europe (9 mai), nous avons organisé une conférence en ligne en collaboration avec l'Université technique nationale de Loutsk, en Ukraine, au cours de laquelle l'ancien député Alain Lamassoure a partagé ses réflexions sur le fonctionnement du Parlement et son rôle dans l'Europe contemporaine. Grâce à des initiatives comme celle-ci, l'AAD contribue à renforcer le dialogue démocratique et la compréhension entre les jeunes générations en Europe et au-delà. La collaboration avec les Archives historiques de l'Union européenne a également constitué une nouvelle occasion de réflexion sur les fondements et l'orientation future du projet européen avec des élèves du secondaire. Nous avons aussi renforcé notre collaboration avec nos partenaires internationaux. En avril, nous avons eu le plaisir de rencontrer d'anciens parlementaires canadiens à l'école de gouvernance transnationale de l'Institut universitaire européen de Florence, soulignant ainsi l'importance du dialogue transatlantique. Dans cette édition, vous trouverez un rapport détaillé et passionnant sur la visite en Italie de l'Association canadienne des anciens parlementaires, coordonnée avec beaucoup de dévouement par la vice-présidente Monica Baldi.

Nous sommes heureux d'annoncer nos prochains événements, notamment notre Librorum, qui aura lieu le 3 juillet, ainsi que la visite de l'AAD au Danemark, programmée du 5 au 7 novembre, qui offriront l'occasion d'approfondir nos discussions sur l'identité et la résilience européennes.

Enfin, je suis très heureux d'accueillir chaleureusement les membres élus ou réélus au conseil d'administration de notre association, à l'issue des élections qui se sont tenues le 21 mai 2025 lors de notre assemblée générale annuelle. Leur expertise et leur engagement contribueront à faire progresser les initiatives futures de l'AAD et à garantir la poursuite de notre mission de promotion de la démocratie parlementaire et de l'unité européenne. Vous trouverez une présentation complète des membres du conseil d'administration dans la section «l'AAD à l'œuvre». Je tiens à remercier tous les candidats pour l'intérêt qu'ils ont manifesté à contribuer activement aux activités de l'Association.

Je souhaite adresser un remerciement tout particulier à notre cher membre sortant, M. Miguel Angel Martínez, dont le parcours incarne les valeurs qui ont défini le projet européen. Depuis ses débuts en tant que fervent défenseur de la justice sociale jusqu'à son mandat en tant que figure clé du Parlement européen, M. Martínez a laissé une empreinte indélébile sur le paysage politique européen. À une époque marquée par des défis qui transcendent les frontières nationales, nous continuerons à nous inspirer de son héritage. Comme toujours, j'invite les anciens députés au Parlement européen à rejoindre l'AAD. Votre expérience et votre vision demeurent essentielles pour préserver et renforcer le modèle démocratique européen. Notre association réaffirme sa volonté d'offrir une plateforme de réflexion, de dialogue et d'action significative.

Je vous souhaite une agréable lecture et j'espère vous voir nombreux lors de nos prochains événements.

Meilleurs salutations,

**Dr. Klaus Hänsch**  
Président de l'AAD



## Dossiers clés

### **L'EU doit défendre ses intérêts sur la scène internationale.**

(Session d'avril - P10\_TA(2025)0057)

Le PE demande une action plus forte de l'UE pour répondre aux défis géopolitiques mondiaux, notamment l'agression de la Russie, les conflits au Moyen-Orient et la montée en puissance de la concurrence entre les grandes puissances. Les MdPE appellent à un soutien militaire et politique plus rapide et accru à l'Ukraine, à des garanties de sécurité solides et à une coopération renforcée avec l'OTAN et les États-Unis. Ils préconisent une présence accrue de l'UE au Moyen-Orient et une stratégie commune. [...]

### **Durabilité et diligence raisonnable: les MdPE conviennent de reporter l'application des nouvelles règles**

(Session d'avril - P10\_TA(2025)0064)

Le PE a voté en faveur du report de l'application des nouvelles règles de l'UE en matière de diligence raisonnable et de reporting en matière de durabilité. Cette décision, qui s'inscrit dans le cadre d'efforts plus larges visant à simplifier la réglementation et à renforcer la compétitivité, accorde aux grandes entreprises un délai supplémentaire d'un an, jusqu'en 2028, pour se mettre en conformité. Les petites entreprises cotées en bourse suivront un an plus tard. Les États membres ont désormais jusqu'au juillet 2027 pour transposer la directive dans leur législation nationale. [...]

### **Les MdPE adoptent leur feuille de route pour soutenir les industries à forte intensité énergétique**

(Session d'avril - P10\_TA(2025)0065)

Le PE demande instamment que des mesures soient prises pour renforcer la compétitivité des industries à forte intensité énergétique telles que la chimie, la sidérurgie et la cimenterie, tout en soutenant leur transition vers des technologies plus propres. Les MdPE soulignent la nécessité d'une transition rentable, d'une baisse des coûts énergétiques et d'une électrification. Ils demandent une accélération des procédures d'autorisation, une simplification des règles et un meilleur accès aux matières premières afin d'attirer les investissements. La résolution met également l'accent sur la nécessité de lutter contre la concurrence déloyale et de soutenir les travailleurs concernés. [...]

### **Priorités du Parlement pour le budget à long terme de l'UE après 2027**

(Session de mai - P10\_TA(2025)0090)

Le PE a présenté ses priorités pour le budget à long terme de l'UE pour la période 2028-2034, appelant à un cadre plus ambitieux et plus flexible pour relever les défis géopolitiques, économiques et environnementaux actuels. Les MdPE rejettent le modèle du « plan national unique » et les méga-fonds fusionnant les programmes existants, et préconisent plutôt la transparence, un contrôle parlementaire fort et des investissements ciblés. [...]

### **Les MdPE demandent une action plus audacieuse de l'UE en matière de résilience dans le domaine de l'eau**

(Session de mai - P10\_TA(2025)0091)

Le PE a appelé à une stratégie ambitieuse de l'UE en matière de résilience dans le domaine de l'eau afin de relever les défis croissants liés à cette ressource. Les MdPE réclament des objectifs sectoriels contraignants en matière d'efficacité et de prélèvement de l'eau, des mesures plus énergiques contre la pollution, y compris l'élimination progressive des PFAS, et une meilleure préparation aux sécheresses et aux inondations. Ils demandent instamment que des fonds soient consacrés à des infrastructures modernes, à une gestion durable et à des technologies innovantes telles que l'IA et l'irrigation intelligente. [...]

### **Le Parlement encourage le Kosovo et la Serbie à poursuivre leurs réformes en vue de l'adhésion à l'Union européenne**

(Session de mai - P10\_TA(2025)0093-94)

Le PE exhorte le Kosovo et la Serbie à faire progresser les réformes en vue de l'adhésion à l'UE. Le Kosovo doit renforcer les réformes judiciaires, lutter contre l'ingérence étrangère et garantir une gouvernance inclusive, tandis que la Serbie doit améliorer l'état de droit, la liberté des médias et la lutte contre la corruption. Les MdPE soulignent l'importance de normaliser les relations entre Belgrade et Pristina et de mettre en œuvre les accords existants. Ils demandent également l'ouverture d'une enquête sur l'effondrement de la gare de Novi Sad et sur la répression présumée des manifestants en Serbie.

### **Violations des droits de l'homme en Tanzanie, en Russie et au Tibet**

(Session de mai - P10\_TA(2025)0095-96-97)

Le PE a condamné les violations des droits de l'homme en Tanzanie, en Russie et au Tibet. Il a exigé la libération du leader de l'opposition tanzanienne Tundu Lissu et appelé à la tenue d'élections équitables. Les MdPE ont dénoncé l'expulsion forcée d'enfants ukrainiens par la Russie, qualifiant cette mesure de stratégie génocidaire, et ont demandé leur retour en toute sécurité. Au Tibet, les MdPE ont condamné la répression chinoise, exigé une enquête indépendante sur la mort de Tulku Hungkar Dorje et demandé la libération des prisonniers religieux. Le PE a également appelé l'UE à prendre des sanctions contre les responsables des violations des droits de l'homme au Tibet.

### **Le PE approuve de nouvelles règles de contrôle des investissements étrangers dans l'UE**

(Session de mai - P10\_TA(2025)0102)

Le Parlement européen a adopté de nouvelles règles visant à renforcer le contrôle des investissements étrangers dans l'UE. Ce contrôle sera désormais obligatoire pour tous les États membres dans des secteurs sensibles tels que les médias, les matières premières et les infrastructures de transport. La Commission européenne se voit conférer le pouvoir d'agir de manière indépendante, en particulier en cas de désaccord entre les pays. La loi inclut également les investissements étrangers indirects. [...]

### **Parliament approves new tariffs on Russian and Belarussian agricultural goods**

(Session de mai - P10\_TA(2025)0109)

Le PE a approuvé une augmentation des droits de douane sur les produits agricoles russes et biélorusses, notamment le sucre, la farine et les engrais, afin de réduire la dépendance de l'UE et de limiter le financement de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine. La nouvelle réglementation instaure un droit de douane de 6,5 % sur les engrais, qui passera à 430 euros par tonne d'ici 2028. Ces mesures visent à stimuler la production d'engrais dans l'UE et à encourager la diversification du marché. La Commission surveillera l'impact sur les prix et protégera le marché intérieur. [...]

## Les autres principaux dossiers discutés lors des sessions plénières étaient:

01.04.25

Le Parlement européen a approuvé des programmes **d'aide financière en faveur de l'Égypte** (4 milliards d'euros) et de **la Jordanie** (500 millions d'euros) afin de soutenir la stabilité économique, les réformes et les intérêts de l'UE dans une région instable.

Le déblocage des fonds est subordonné à **la mise en œuvre satisfaisante par l'Égypte du programme du Fonds monétaire international (FMI)** et d'autres mesures politiques qui feront l'objet d'un mémorandum entre l'UE et les autorités égyptiennes.

02.04.25

Le Parlement a approuvé un **nouveau protocole de pêche entre l'UE et la Guinée-Bissau**, autorisant 41 navires de l'UE à pêcher jusqu'en 2029. Cet accord, d'une valeur de plus de 100 millions d'euros, soutient la pêche durable et vise à lutter contre les pratiques illégales.

03.04.25

Le Parlement européen a **condamné les violations des droits de l'homme au Cameroun, en Iran et en Biélorussie**. Les MdPE ont appelé à la liberté de la presse au Cameroun, à la fin des exécutions en Iran et au gel des avoirs du régime de Loukachenko afin de soutenir les victimes de la répression.

06.05.25

L'Union européenne a approuvé une **aide de 8 millions d'euros en faveur des 2 400 travailleurs licenciés par Van Hool** à la suite de la faillite de l'entreprise. Cette aide comprend une aide à la recherche d'emploi et à la formation, financée par le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation.

07.05.25

Le Parlement européen déclare que le **processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne** doit rester gelé en raison du recul démocratique, de la répression des manifestations et du **non-respect des valeurs de l'Union européenne**, malgré l'importance stratégique de la Turquie et le soutien de la population à l'intégration européenne.

08.05.25

Le Parlement a approuvé des **mesures de flexibilité pour les constructeurs automobiles**, leur permettant de calculer la moyenne de leurs émissions de CO2 entre 2025 et 2027 afin d'atteindre les objectifs fixés, soutenant ainsi le secteur automobile dans un contexte de mutations technologiques rapides et de concurrence mondiale.

08.05.25

Les MdPE ont approuvé le **changement du statut du loup dans l'UE**, qui passe de « strictement protégé » à « **protégé** », afin de s'aligner sur la Convention de Berne. Cette mesure offre aux États membres une plus grande flexibilité pour **gérer les populations croissantes** de loups tout en garantissant leur conservation.

08.05.25

Le Parlement a approuvé la **prolongation jusqu'en 2027 des règles de l'UE relatives au stockage du gaz**, en abaissant l'objectif de remplissage à 83 % avec des délais flexibles, dans le but de réduire les prix et en proposant un **embargo total sur les importations de gaz russe**.

Les MdPE ont introduit plusieurs amendements visant à apaiser les tensions sur le marché du gaz, car les spéculations entourant l'objectif obligatoire actuel de remplissage de 90 % au 1er novembre de chaque année faisaient grimper le coût du remplissage pendant l'été.

08.05.25

Le Parlement européen a approuvé la **prolongation de l'accès en franchise de droits pour les importations ukrainiennes**, en particulier l'acier, afin de soutenir l'économie ukrainienne dans le contexte de la guerre. Cette mesure vise à renforcer les relations commerciales entre l'UE et l'Ukraine.

La nouvelle réglementation entrera en vigueur pour une période de trois ans, jusqu'en juin 2028, dès qu'un accord aura été conclu avec le Conseil. La Commission travaille actuellement à une solution à plus long terme afin d'offrir une **sécurité économique au commerce entre l'UE et l'Ukraine**.

22.05.25

Le Parlement européen a approuvé des propositions visant à **simplifier le mécanisme européen d'ajustement des émissions de carbone aux frontières (CBAM)**, en introduisant un seuil de 50 tonnes qui exempt 90 % des importateurs, principalement des PME, tout en couvrant 99 % des émissions de CO2 provenant d'importations clés telles que l'acier et le ciment.

Ces modifications visent à **réduire les charges administratives** sans affaiblir les objectifs environnementaux.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site: <http://www.europarl.europa.eu/news/fr/news-room/plenary>



## ART ET BEAUTÉ DE L'APPRENTISSAGE D'UNE VIE

La beauté de la nature dans les tableaux de Van Gogh, les jeux d'ombre et de lumière dans ceux de Rembrandt et la fantaisie des couleurs des peintures de Monet m'ont toujours inspirée. Pour moi, chaque visite de musée, de Vienne à Bilbao, d'Amsterdam à Florence, ou de Rome à Londres, est source de nouvelles inspirations.

C'est une chose de contempler les récits que narrent nos célèbres tableaux européens, mais c'est une tout autre expérience de pousser la porte de la Galerie Nationale de Slovénie pour apprendre soi-même à peindre. Essayer de maîtriser cet art nécessite beaucoup de courage. C'est comme s'aventurer dans un domaine à la fois inconnu et irrésistible. Ceux d'entre nous qui ont survécu au régime communiste se souviennent encore de ce qui se disait au sujet de l'apprentissage: «Écoute, mais ne fais pas de commentaire, il n'y a qu'une seule vérité, suis les modèles prescrits, la liberté de création n'existe pas. - Et le dessin? - Ce n'est pas fait pour toi...»

Même sans vivre sous un régime strict, il est très difficile de se faire une place dans le monde créatif de l'art, car notre petite voix intérieure nous dit: «Tu n'y connais rien. Cantonne-toi à ce que tu sais faire. Ce n'est pas fait pour toi.»

S'exprimer par le dessin est tout autre chose, du moins pour moi, que s'exprimer par la parole. C'est beaucoup plus complexe, plus chargé en émotions et, d'une certaine manière, plus sophistiqué. Ce qui me pousse à continuer, c'est que, dans la vie, il vaut la peine d'explorer des domaines inconnus. En un sens, tant l'art que la politique sont des vecteurs de changement, et ils ont toujours été liés. Il y a plusieurs siècles, les seules traces visuelles de l'Histoire étaient les

tableaux, généralement peints, dans le cas des guerres, selon la perspective du vainqueur.

La création, et pas seulement l'observation, constitue donc un pan important de l'apprentissage d'une vie: elle alimente la beauté de la curiosité et nourrit l'inspiration. Dès l'apprentissage des premières bases sur les nuances de couleurs et la manière de les appliquer sur la toile, travailler sur un dessin devient source à la fois de plaisir et de méditation.

Le dessin intègre son créateur à l'histoire qui prend progressivement forme sur la toile. Par le passé, j'ai notamment écrit des livres, mais je dessine désormais des histoires au lieu de les écrire. Et leurs récits n'en sont pas plus courts. Dessiner la maison des ancêtres d'un ami, alors entourée d'une prairie où vivaient des chevaux, derrière un tilleul en fleurs et avec des enfants qui jouent dans la cour, décrit plus qu'une vie, plus qu'une période.

**“En un sens, tant l'art que la politique sont des vecteurs de changement, et ils ont toujours été liés.”**

Avec les conseils du peintre Niko Arnikis, connu de par le monde, j'ai notamment réalisé le portrait d'un garçon, basé sur un modèle vivant et inspiré des motifs de Rembrandt, que je joins. Technique: huile sur toile, 297 x 420 mm. Ce tableau était également exposé à la Galerie Nationale de Slovénie.



Peinture réalisée par Zofija Mazej Kukovič ©

Dessiner ce portrait m'a en quelque sorte permis de me convaincre que je pouvais faire de toutes nouvelles choses, des choses différentes. Dans la vie, nous recherchons la beauté: la beauté de la nature, la beauté de l'amitié, la beauté de la gentillesse et de la solidarité envers les autres.

La beauté a de multiples facettes, que nous pouvons façonner et que nous pouvons continuer à enrichir en apprenant de nouvelles choses tout au long de la vie, peu importe notre âge et notre parcours professionnel, que ce soit dans le monde des affaires ou en politique. La beauté de l'art se reflète dans une vie riche en apprentissages. D'après ma propre expérience, je suis convaincue qu'il vaut la peine d'essayer.

**Zofija Mazej Kukovič**  
PPE, Slovénie (2011-2014)  
[zofija.mazejkukovic@gmail.com](mailto:zofija.mazejkukovic@gmail.com)



# UKRAINE- RÉTROSPECTIVE, OCCASIONS MANQUÉES, ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS

En avril 2014, j'avais communiqué à mes collègues du Parlement européen quelques conclusions importantes, qui pourraient les aider à débattre du train de mesures de soutien de l'Union européenne à l'Ukraine et de l'allocation efficace des ressources. Les données se fondaient sur des contributions personnelles, des débats et des recherches de l'OCDE.

Les années ont passé, mais je tiens malgré tout à vous en faire part. Certaines d'entre elles sont sans doute plus que jamais d'actualité:

## Points clés

- L'élan de croissance que les régions ukrainiennes ont connu au cours des années qui ont précédé la crise financière de 2008-2009 s'est essoufflé. La demande d'exportations a diminué. La croissance de la demande intérieure a été freinée par le ralentissement de la croissance du crédit.

- Le niveau de centralisation de la structure budgétaire était élevé. L'environnement institutionnel n'était pas propice à l'investissement.

- Les disparités interrégionales ont continué de se creuser, notamment en ce qui concerne l'accès aux services de base, en particulier à l'éducation et aux soins de santé.

- Compte tenu du large recours au travail informel, il était difficile d'évaluer avec précision les tendances du marché du travail, mais il semblait ne pas exister de lien fort entre l'éducation et la productivité.

## Enjeux politiques majeurs

- L'Ukraine étant un pays fortement centralisé, tout le monde s'accordait à dire qu'elle avait besoin de se décentraliser davantage. Les gouvernements régionaux sont toutefois souvent confrontés à des problèmes de capacité.

- La fragmentation observée aux niveaux inférieurs a entravé la mise en œuvre de politiques d'échelle, voire l'efficacité de la fourniture de services de base.

- Les gouvernements régionaux ont tendance à dépendre fortement des transferts du gouvernement central, prévus dans le budget national. L'approche descendante a subordonné les finances locales à une planification centrale, entraînant un manque d'autonomie et, par conséquent, un affaiblissement de la responsabilité envers la population locale, ce qui constituait un grave inconvénient.

- La politique de développement régional faisait l'objet d'une refonte législative et institutionnelle majeure.

## Principales recommandations

- Réviser les formules d'attribution des transferts aux niveaux de gouvernance infranationaux, afin de les simplifier et de les rendre plus transparentes, en réduisant le nombre d'indicateurs utilisés.

- Fonder les ressources allouées à la fourniture des services publics locaux sur les besoins de la population de chaque région, et non sur les indicateurs d'intrants.

- Revoir la structure des recettes des régions afin de leur permettre de conserver toute recette supplémentaire qui serait générée au régional ou local.

- Mettre en œuvre une réforme territoriale (d'autant plus nécessaire aujourd'hui) avant toute décentralisation des fonctions vers les niveaux inférieurs de gouvernance afin de permettre aux villes et aux villages d'atteindre l'échelle nécessaire de renforcement des capacités et de fusion des municipalités.

- Introduire un impôt foncier pour renforcer la capacité financière des municipalités, en mettant tout d'abord sur pied un cadastre digne de ce nom.

- Mettre en place un système de suivi de l'efficacité des politiques mises en œuvre, en accordant une attention particulière aux biens et services publics locaux.

- Utiliser le Fonds national de développement régional, fondé sur les principes et les documents stratégiques de l'Union, comme un instrument pour encourager la coopération interrégionale.

- Réaliser une analyse coûts-avantages rigoureuse des zones spéciales ou des parcs industriels, conformément aux bonnes pratiques européennes et internationales, afin de réduire au minimum les perturbations géographiques et d'optimiser l'intégration de la zone dans l'ensemble de l'économie. Les risques de corruption, de perturbation et de fragmentation sont réels, et l'expérience montre que les zones spéciales constituent, au mieux, une option stratégique de second ordre. La meilleure option consiste à améliorer dans son ensemble le climat global d'investissement.

Du point de vue actuel, il est difficile de dire si le contexte tel que décrit est en voie d'amélioration. Le manque d'accès à des données cohérentes et complètes sur le financement régional limite la portée d'une analyse plus large et met également en exergue le besoin de transparence dans les relations budgétaires entre les différents niveaux de pouvoir et de prévisibilité à tous les niveaux de gouvernance.

**Mariela Baeva**

ADLE, Bulgarie (2007-2009)  
[mariela@oecdpartner.eu](mailto:mariela@oecdpartner.eu)

# LA VÉLOROUTE DU RIDEAU DE FER

Pendant des décennies, le Rideau de fer a divisé l'Europe de l'Est et de l'Ouest. Dès 2005, le Parlement européen a approuvé, à une large majorité de tous les États membres et de tous les groupes politiques, la demande adressée à la Commission et aux États membres de «mettre en œuvre l'initiative "Iron Curtain Trail" [...] afin de promouvoir l'identité européenne».

Le souvenir était déjà entretenu avec l'«itinéraire du mur de Berlin» qui, depuis 2001, fait l'objet d'une signalisation spécifique, est aménagé pour les cyclistes et a été classé monument historique. Étant donné que l'Allemagne a elle-même été divisée pendant des décennies, le Bundestag allemand s'est également prononcé à l'unanimité, en 2004, en faveur de la «véloroute germano-germanique».

C'est en s'inspirant de ces modèles qu'ont été créés, le long du Rideau de fer qui a marqué l'Europe, sur l'ancienne «bande de la mort», une piste cyclable et un sentier de randonnée qui permettent de nous «imprégner» de l'histoire, de la politique, de la nature et de la culture européennes. La «ceinture verte» de 10 000 kilomètres de long, qui s'étend de la mer de Barents jusqu'à la mer Noire, est placée depuis 2002 sous l'égide de Mikhaïl Gorbatchev, qui a été président de la Croix verte internationale en 1993.

L'Eurovéloroute n° 13 («Iron Curtain Trail» ou piste du Rideau de fer) passe par 20 pays, dont 15 États membres de l'Union européenne. À partir de la mer de Barents, la piste se déroule le long de la frontière occidentale de l'ancien Pacte de Varsovie jusqu'à la mer Noire. Elle parcourt la frontière russo-norvégienne et la frontière russo-finlandaise jusqu'à la mer Baltique, et longe les côtes de la Russie, de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie, de Kaliningrad, de la Pologne et de l'ex RDA. Depuis la presqu'île de Priwall, située en face de Travemünde, jusqu'au point de rencontre entre le

Land de Saxe, le Land de Bavière et la Tchéquie, la piste suit l'ancienne ligne de la frontière interallemande. Elle franchit ensuite les collines de la forêt de Bohême, en passant par la Moravie et la capitale slovaque, Bratislava, où elle traverse le Danube. Le long de la frontière méridionale de la Hongrie, elle traverse la Slovaquie et la Croatie. Entre la Roumanie et la Serbie, elle suit en grande partie le cours du Danube, traverse la Bulgarie, la Macédoine du Nord et la Grèce, pour atteindre enfin le point le plus septentrional de la Turquie, sur la côte bulgare de la mer Noire.

La piste traverse plusieurs parcs nationaux où la flore et la faune sont intéressantes. Elle relie un grand nombre de paysages uniques, situés dans une zone réglementée et restés presque intacts. Elle relie également entre eux de nombreux monuments, musées et installations en plein air qui rappellent l'histoire de la division qui a marqué l'Europe, et qui a été effacée grâce aux révolutions pacifiques en Europe centrale et orientale. En parcourant la «véloroute du Rideau de fer», il est également possible d'emprunter les voies utilisées par les patrouilles des postes-frontières qui existent encore partiellement. De nombreux pays et régions d'Europe ont travaillé sur ce projet.

Plusieurs tronçons font déjà l'objet d'une signalisation spécifique et ont été aménagés pour les cyclistes. En Pologne, la quasi-totalité de l'itinéraire a été équipé d'une signalisation complète au cours des dernières années et tous les points problématiques de la piste ont été améliorés pour accueillir les cyclistes dans les meilleures conditions.

Les cyclistes peuvent circuler sur la ceinture verte de différentes manières. Le tracé peut être emprunté sur sa face ouest ou sur sa face est. Il peut être parcouru en longeant la frontière ou en suivant un itinéraire plus éloigné, en circulant sur des chemins de ronde recouverts de plaques perforées ou sur des pistes en asphalte. La piste proposée suit au plus près la ligne de l'ancienne frontière, de préférence sur des itinéraires agréables, évite les routes très fréquentées, franchit souvent l'ancienne frontière et est jalonnée de nombreux témoignages historiques.

Wilhelm von Humboldt a déclaré que «Seuls ceux qui connaissent le passé ont un avenir». Aussi est-il de notre devoir de nous pencher sur le passé. Nous perpétons donc avec gratitude le souvenir des révolutions pacifiques survenues en Europe centrale et orientale, sans oublier que notre continent a été divisé pendant des décennies.

Marianne Birthler, Václav Havel et Lech Wałęsa assurent désormais le parrainage de l'Eurovéloroute n° 13. En 2019, Hans-Gert Pöttering a présenté à la Maison de l'histoire européenne, à Bruxelles, les livres que j'ai écrits en allemand et en anglais aux éditions autrichiennes Esterbauer.

**Michael Cramer**  
Verts/ALE, Allemagne (2004-2019)  
[michacramer@t-online.de](mailto:michacramer@t-online.de)



© Adobe Stock



# ACTIVITÉS DE L'AAD

---



EPFMA  
PEAAD



# VISITE SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE L'UE

## DONNER LE TON POUR L'UNITÉ EUROPÉENNE

Le monde dans lequel nous vivons est plein d'incertitudes, polarisé, imprévisible, et emprunte la voie du désordre. C'est un monde fragile. La mondialisation n'a étonnamment pas disparu, mais les intérêts nationaux sont entrés en jeu avec fracas, faisant de la politique étrangère une priorité nationale.

Dans ce monde qui s'effondre, nous assistons à la collision entre le cap politique de la nouvelle administration américaine et l'ordre mondial, et les divisions géopolitiques déjà existantes s'en voient renforcées. Bien que la mondialisation édifiée par l'Occident ait tiré des millions de personnes de la pauvreté, l'administration américaine a décidé qu'elle ne convient plus aux États-Unis.

Nous, Européens, devons garder à l'esprit que, quoi qu'il advienne de l'avenir démocratique du pays nord-américain, la Russie et la Chine se trouvent de l'autre côté de la barrière, tout comme d'autres régimes autocratiques et autoritaires qui mettent tout en œuvre pour donner forme à un nouvel ordre mondial. Il est difficile de l'admettre, mais les liens entre la Russie et la Chine sont bien plus forts et solidaires que ceux qui unissent l'Union européenne aux États-Unis. L'ère de la solide alliance transatlantique que nous prenions pour acquise, dans sa dimension bilatérale et mondiale, semble toucher à sa fin.

L'intégration européenne est l'histoire d'une évolution. Au fil du temps, l'Europe a développé la capacité de répondre aux défis et aux possibilités. Cette fois, l'évolution est plus profonde, et l'Europe se réinvente. Tandis qu'elle se concentre depuis le 24 février 2022 sur l'indépendance de l'Ukraine, les divisions géopolitiques existantes se renforcent sous nos yeux. De nombreux flux internationaux ont été instrumentalisés.

Je n'irais pas jusqu'à dire, comme l'ont fait certains responsables politiques et commentateurs, que nous devrions remercier le président Trump pour la piqure de rappel qu'il nous a administrée en négligeant la politique stratégique



*De gauche à droite : Michael Hindley et Teresa Riera Madurell, membres du conseil d'administration de l'AAD, Marek Siwiec, Eva Quistorp, Klaus Hänsch, président de l'AAD, Danuta Hübner, Monica Baldi, vice-présidente de l'AAD, et Britta Thomsen, Varsovie, le 27 mars 2025.*

transatlantique fondée sur les relations au profit d'une politique transactionnelle à court terme. Toutefois, il est vrai que la révolution géopolitique trumpiste a mis en évidence une liste d'actions à prendre pour l'Europe.

L'Europe fait plus que peaufiner son fonctionnement. Le leadership européen, aux niveaux national et européen, a activé différents types de coopération afin de donner le ton pour l'unité. Nous en manquons, et c'est là notre principale faiblesse. Nous répondons cette fois de manière stratégique.

Le vieux Triangle de Weimar a été ressuscité début 2024. Cette mesure pragmatique visait les nouvelles énergies, l'accélération de l'action et la visibilité de l'Europe. Les dirigeants de trois États – États représentant 190 millions de citoyens européens, ayant récemment traversé des épreuves et incarnant une large coalition politique relevant du consensus européen – ont redonné vie à la dynamique de Weimar de 1991 dont l'objectif était de rassembler les intérêts nationaux et les intérêts et les biens publics européens. Le nouveau format du Triangle de Weimar a une chance de faciliter l'unité européenne, alors que les enjeux sont énormes.

Une coalition des volontaires est souvent la seule solution disponible à court terme afin d'impulser des actions conjointes pour la sécurité, la compétitivité, les nouvelles approches de financement de projets européens, visant à atteindre la responsabilité mondiale de l'Europe.

Le nouveau paquet de mesures européen est en réalité un plan d'action pour la sécurité, la compétitivité et leur financement. Nous rassemblons la sécurité (ou la défense) et l'économie (ou la compétitivité), les deux volets stratégiques principaux de la réponse de l'Europe aux défis à venir. Cela nous permet de nous défaire du vieux paradigme selon lequel la coopération économique et commerciale facilite la paix, voire permet d'éviter les guerres. Il semblerait que cela ne fonctionne plus.

Le livre blanc sur la défense se penche sur les faiblesses de l'Union, vise à établir un pilier européen au sein de l'OTAN, et propose plusieurs gros investissements en matière de défense, ainsi que des outils financiers concrets. Il s'agit d'un instrument intergouvernemental, à travers lequel les décisions seront prises par vote à la majorité qualifiée. Il me semble important de prendre des décisions relatives à nos nouvelles ressources le plus tôt possible. Il est clair que notre objectif à court terme est le soutien militaire à l'Ukraine, mais le plan d'action de défense concerne la construction d'une défense collective européenne à long terme. Bien sûr, notre combo gagnant, la compétitivité et la défense, se déploie dans un effort complexe. Il s'agit de priorités interconnectées, de nature stratégique, qui requièrent toutes les deux un financement à long terme des investissements. Il me semble important de souligner qu'en matière de financement, il n'y a pas de solution miracle, mais il ne devrait pas non plus y avoir de tabou.

La dette de l'Union a un rôle à jouer, mais la question d'un actif sûr reste taboue. Des changements relatifs à la discipline budgétaire élargissent l'espace budgétaire, des options existent afin de réorienter les investissements au sein du CFP, la BEI est invitée à repenser son champ d'investissement, et le potentiel de l'union des marchés des capitaux pourrait être accru. Le moment constitutionnel en Allemagne peut être inspirant, la Pologne envisage de créer une banque de réarmement et invite les États partageant la même optique à faire de même.

Par ailleurs, la grande question qui se pose est bien évidemment celle de l'intégration de la logique du «acheter européen» au plan «ReArm Europe». Cela fait des décennies que nous disons que l'économie européenne a besoin d'investissements massifs.

En effet, l'Europe ne peut être plus forte que son économie. Le temps des dividendes de la paix est révolu, maintenant nous savons que pour avoir la paix, la capacité militaire à elle seule ne suffit pas, nous avons également besoin d'une économie compétitive et forte. Nous devons atteindre un point où les entreprises en mal de croissance n'auront pas besoin de traverser l'océan. Les trains de mesures omnibus seront nécessaires à la création d'un environnement réglementaire propice à l'activité des entreprises. Ils doivent être plus nombreux, et être de nature à la fois horizontale et sectorielle. Nous ne pouvons cependant pas continuer à nous reposer sur les omnibus pour simplifier nos réglementations. La simplification doit faire partie intégrante de l'intention législative. J'ai le sentiment que la Commission européenne comprend parfaitement que le monde des entreprises a besoin

de changements rapides sur le terrain, de mises en œuvre en temps utile, et qu'une approche omnibus peut accélérer l'émergence d'un environnement réglementaire propice. Par exemple, la proposition de modification du MACF soulagerait immédiatement 200 000 petites et micro entreprises. Cependant, elles ont également besoin d'une vision stratégique européenne, afin que nous sachions tous quel est le cap que nous devons suivre et comment faire pour que le vent nous soit favorable. Certaines choses vont déjà dans la bonne direction, mais des débats houleux auront lieu au Conseil. Il revient au monde des entreprises, sous pression mondiale, de pousser notre économie vers la croissance de la productivité. J'espère que vous partagez mon avis sur le fait que les choses évoluent dans la bonne direction.

**Danuta Hübner**  
PPE, Pologne (2019-2024)  
danuta.huebner@gmail.com

## À FORTE INTENSITÉ

L'association des anciens députés se rend tous les six mois dans les pays qui assurent la présidence de l'Union européenne. Pour moi, cette visite, en particulier, a été tout à fait spéciale. Tout d'abord, j'aimerais souligner que la visite a eu lieu en Pologne et, surtout, qu'elle s'est déroulée à un moment unique et pour l'Europe, et pour le monde. Le président Hänsh m'a invité à prendre la parole au cours du dîner organisé à Varsovie. L'événement s'annonçait «intéressant». Les sujets abordés concernaient l'Ukraine et les véritables projets échafaudés par Moscou. La soirée s'est plutôt bien déroulée, car les questions et les

discussions autour des principaux dilemmes qui se posent actuellement à l'Europe se sont poursuivies un long moment. Les échanges que nous avons eus entre hommes et femmes politiques expérimentés m'ont donné à penser que ceux qui sont aux responsabilités à l'heure actuelle auraient pu apprendre beaucoup en nous écoutant. La connaissance approfondie et exhaustive des faits évoqués par les intervenants contrastait avec les propos confus et les éclats de voix ayant souvent cours au sein même de la Diète polonaise. La délégation de l'AAD a eu l'occasion de voir une Pologne moderne, tant sur le plan

politique qu'architectural. J'espère que ces deux aspects ont laissé une impression positive à nos invités. À mes yeux, cette réunion était spéciale pour une autre raison encore. Il n'y a pas si longtemps, c'est-à-dire 20 ans, Hannes Swoboda, issu du groupe des socialistes au Parlement européen alors présent à Varsovie, avait entrepris de familiariser les socialistes polonais avec les travaux du Parlement. Aujourd'hui, en tant que partenaires, nous avons délibéré de l'avenir d'une Europe unie!

**Marek Siwiec**  
PSE, Pologne (2004-2014)  
msbike@me.com



La délégation de l'AAD avec Mme Aija Kalnaja, M. Alessandro Di Tolla et M. Marc Arno Hartwig à Frontex © Frontex, 28 mars 2025



# VISITE SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE L'UE

## L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE POLONAISE DE JUIN 2025

La victoire très serrée du candidat de droite, Karol Nawrocki, soutenu par le PiS (parti Droit et Justice), sur le candidat centriste de la Coalition civile (KO), Rafal Trzaskowski, lors de l'élection présidentielle polonaise, a plongé la politique polonaise dans une confusion encore plus grande. La marge de victoire pourrait difficilement être plus étroite, 50,89 % contre 49,11 %, et ne constitue pas un mandat, mais plutôt une recette pour l'agitation. Les deux hommes pourraient difficilement être plus différents. Nawrocki, un personnage robuste, est un historien très publié qui s'est fait connaître en tant que directeur de l'Institut révisionniste de la mémoire nationale. Il a été le candidat soigneusement choisi par le chef du parti PiS, Jaroslaw Kaczynski, qui préside le PiS depuis 2003.

M. Kaczynski pensait, à juste titre semble-t-il, qu'un candidat énergique et plus jeune serait un atout pour son parti, qui avait besoin d'actualiser son image après huit ans au pouvoir, un règne qui a pris fin il y a un an lorsque l'ancien président du Conseil de l'UE et chef de la coalition civile, Donald Tusk, est devenu Premier ministre. Mais le réformateur Tusk a été entravé par des querelles de construction avec le président Andrzej Duda. Bien que ce soit le Parlement (Sejm) qui ait le pouvoir, la Prudence a néanmoins des pouvoirs de retardement limités et Duda, un fidèle du PiS, a été en mesure de faire échouer les réformes de Tusk. Alors que le PiS est un parti au sens traditionnel du terme, la coalition civile de M. Tusk est une organisation faitière allant du centre politique à la gauche modérée. L'élection présidentielle a été l'occasion d'une nouvelle répétition du clivage désormais familier entre la Pologne et l'Europe centrale, entre les pro-UE et les eurosceptiques.

Le candidat de KO, Rafal Trzaskowski, ne pourrait être plus différent du futur vainqueur, Nawrocki. Fils d'un célèbre musicien de jazz, ancien député européen, excellent linguiste, Trzaskowski est maire de Varsovie et soutient ouvertement les droits des femmes et des homosexuels. En tant que proche collaborateur de Tusk, il était une cible facile en tant qu'initié élitiste supposé.

La campagne de Nawrocki était presque entièrement négative : contre la libéralisation des lois polonaises restrictives sur l'avortement, contre les droits des homosexuels, contre l'UE et contre les immigrés. Par un cruel retournement de situation, les nombreux Ukrainiens qui ont cherché refuge contre la guerre de Poutine se sont retrouvés la cible d'un sentiment anti-immigrés. Comme ailleurs, il a convenu aux nationalistes populistes de faire délibérément l'amalgame entre les réfugiés, les demandeurs d'asile et les immigrants.

D'une part, la Pologne a généreusement accueilli de nombreux réfugiés ukrainiens et a été un allié indéfectible de l'Ukraine, mais d'autre part, les populistes ont critiqué le fait que les Ukrainiens bénéficient d'une aide sociale au détriment des Polonais de souche. La position anti-UE défie la logique et la réalité. La Pologne est très admirée en tant que puissance économique en pleine croissance. Son succès est en grande partie alimenté par l'accès au marché libre de l'UE, par les envois de fonds des Polonais, qui ont trouvé un emploi pour leur énergie et leurs compétences dans l'Europe élargie, et par les subventions directes de l'UE, qui ont radicalement transformé les infrastructures de transport et d'information de la Pologne, qui étaient autrefois délabrées. La nouveauté de cette élection a été l'infusion d'une influence extérieure, non seulement de la part d'autres populistes d'Europe centrale en Hongrie, en Slovaquie et en Autriche, mais aussi des États-Unis sous la forme de la CPAC (Conservative Political Action Conference), autrefois une frange de la droite du Parti de la République, mais qui, avec l'appui du président Trump, cherche maintenant

à étendre son influence au-delà des États-Unis, en direction de l'Europe.

L'événement annuel de la CPAC a eu lieu à Varsovie pendant l'élection et M. Trump a accordé à M. Nawrocki une interview et un soutien de la Maison Blanche. Bien sûr, la stratégie de Trump est d'affaiblir l'UE autant que de soutenir le nationalisme polonais. "Diviser pour régner" est de nouveau à la mode chez les dictateurs en puissance. De nombreuses personnes - visiteurs, observateurs, commentateurs, et parmi mes amis et connaissances en Pologne - témoignent d'une amertume croissante et dangereuse dans la politique polonaise. L'un des moments forts de la délégation de l'AAD à Varsovie en mars a été l'échange avec Adam Michnik, vétéran de l'activisme "Solidarité", vivant et très respecté, aujourd'hui rédacteur en chef du principal journal libéral polonais. A la question de savoir si la menace extérieure que représente l'agression de Poutine pour la Pologne ne pourrait pas rassembler les rivaux intérieurs de la Pologne, Michnik a répondu avec ironie "c'est la question à un million de dollars". À la lumière de la campagne électorale et de ses résultats, la réponse immédiate semble être "non". La Pologne se trouve à l'épicentre de la politique européenne. Elle a le potentiel et, aux yeux de certains, la chance de devenir une grande puissance capable de contrebalancer le duopole franco-allemand de l'UE. Ou bien elle pourrait retomber dans l'isolement d'un petit État relatif, davantage défini par ce à quoi il est "opposé" que par ce à quoi il est "favorable".

**Michael Hindley**  
PSE, Royaume-Uni (1984-1999)  
mhindley1947@gmail.com



La délégation de l'AAD avec Adam Michnik (au centre) à l'Europa Experience à Varsovie

# VISITE À VARSOVIE: DES ÉCHANGES INTÉRESSANTS À UN MOMENT CHARNIÈRE DE L'HISTOIRE

Je tiens à remercier sincèrement Elisabetta, Klaus Hänsch, Monica Baldi et notre équipe, menée par Valerie et Sacha, pour ces trois jours passés à Varsovie, dans un contexte particulièrement agité et dangereux. Tandis que Donald Trump semble emboîter le pas à Vladimir Poutine et s'appuyer sur l'oligarchie des grandes entreprises technologiques pour détruire la démocratie américaine à l'ancienne, l'Ukraine paraît à la merci de la seule solidarité européenne et canadienne. Les capacités d'autodéfense de l'Union européenne doivent être rapidement améliorées, c'était dès lors une chance de pouvoir échanger avec les ministres des affaires européennes et les experts de Frontex en Pologne, ainsi qu'avec Danuta Hübner, ancienne commissaire européenne, et nos collègues polonais. Alors que le cadre multilatéral et constitutionnel fixé au cours des 80 ans qui ont suivi le régime et les guerres nazis allemands semble être balayé d'un revers de la main, et que l'économie mondiale traverse une période de turbulences, nous avons d'abord visité le musée de l'Histoire des Juifs polonais, à côté du monument aux héros du ghetto de Varsovie, où Willy Brandt s'est agenouillé en 1972, là où a été érigée une statue en l'honneur de Jan Karski et Irena Sendler. Nous avons eu l'honneur de rencontrer des experts de la fondation Friedrich Ebert, ainsi que Małgorzata Bonikowska, présidente du centre des relations internationales, Tomasz Grodzki, président de la commission des affaires européennes du Sénat polonais, Grzegorz Schetyna, président de la commission des affaires étrangères du Sénat polonais, Andrzej Grzyb, président de la commission de la défense et de la commission des affaires européennes à la diète de la République de Pologne, et Witold Jan Naturski, chef du bureau de liaison du Parlement européen à Varsovie. Ils ont tous insisté sur l'intérêt de renforcer le triangle de Weimar, voire d'en faire un quatuor en y associant l'Angleterre pour les questions de défense. Ils ont aussi mis l'accent sur la nécessité de surmonter rapidement les blocages bureaucratiques et

politiques afin d'accélérer la production d'armes, d'améliorer la cybersécurité spatiale et de renforcer la lutte contre la désinformation, en faveur d'une meilleure coopération, d'un partage des capacités et de stratégies financières communes. L'un des moments forts a été la rencontre avec Adam Michnik. Célèbre intellectuel du mouvement Solidarność et fondateur et rédacteur en chef du quotidien libéral-démocrate Gazeta Wyborcza, il avait travaillé avec Bronisław Geremek. Il a lancé un appel fort: l'Europe doit défendre ses libertés face au régime et aux mensonges de Vladimir Poutine, mais aussi face aux attaques de Donald Trump et de J. D. Vance contre les règles et les traditions démocratiques européennes. La visite de Frontex a également été une expérience marquante: elle nous a permis de découvrir comment le personnel protège les frontières de l'Union au quotidien, tout en travaillant au sein d'une équipe européenne. Je garde en mémoire l'énergie et la fougue d'Adam Słapka, ministre des affaires européennes, conscient de la responsabilité et de l'occasion qu'a aujourd'hui la Pologne de façonner notre souveraineté tout en préservant nos valeurs libérales, sociales et écologiques. Pendant le voyage retour en train vers Berlin, j'ai vu défiler des panneaux solaires et des éoliennes, et j'ai pu échanger avec des jeunes des quatre coins de l'Europe,



Le président de l'AAD et chef de la délégation Klaus Hänsch avec Andrzej Grzyb, président de la commission de la défense nationale du Sejm, Varsovie, le 27 mars 2025



Les membres de la délégation de l'AAD avec M. Tomasz Grodzki, président de la commission des affaires européennes du Sénat, Varsovie, le 27 mars 2025



De gauche à droite : Monica Baldi, vice-présidente de l'AAD, Adam Słapka, ministre polonais chargé des affaires européennes, et Klaus Hänsch, président de l'AAD et chef de la délégation, Varsovie, 28 mars 2025

de Varsovie, Riga, Berlin et Paris. Cela m'emplit d'espoir.

**Eva Quistorp**  
Verts/ALE, Allemagne  
(1989-1994)  
[equistorp@aol.com](mailto:equistorp@aol.com)



La délégation de l'AAD au Sénat polonais, Varsovie, le 27 mars 2025

# RÉSEAU DES ANCIENS DÉPUTÉS

DÉLÉGATION DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DES ANCIENS PARLEMENTAIRES EN ITALIE

## VOYAGE EN ITALIE

Dans le cadre de la coopération avec l'Association canadienne des ex-parlementaires (ACEP), l'Association des anciens députés au Parlement européen (AAD) a organisé une visite spéciale en Italie, du 1er au 13 avril 2025.

Les deux délégations, dirigées par Léo Duguay, président de l'ACEP, et Monica Baldi, vice-présidente de l'AAD, ont participé à de nombreux événements, rencontres, conférences et séminaires.

La première réunion, au format hybride, a eu lieu à Rome le 2 avril au bureau de liaison du Parlement européen. Elle a mis en évidence l'importance des relations entre les deux rives de l'Atlantique, particulièrement après les dernières décisions prises par le gouvernement des États-Unis. Iliara Garampi a accueilli les seize membres de l'ACEP, la délégation Women20, présidée par Elvira Marasco, et plusieurs membres de l'AAD, à savoir Giampaolo D'Andrea, Andrea Manzella, Gay Mitchell, Robert Moreland, Daniela Rondinelli et Margarita Starkevičiūtė.

Le lendemain, la prestigieuse Salle de la Louve de la Chambre des députés italienne a été le cadre d'une réunion

extraordinaire avec l'association des anciens parlementaires italiens, présidée par Giuseppe Gargani, en présence de personnalités politiques expérimentées (voir article détaillé de Cinzia Dato).

Le 7 avril, un séminaire de haut niveau s'est tenu à la School of Transnational Governance (Institut universitaire européen) de Florence, sur le thème «Un monde en mutation: promouvoir la résilience dans le nouvel ordre mondial». Marco Del Panta, secrétaire général de l'IUE, et Fabrizio Tassinari, directeur de la School of Transnational Governance ont accueilli de nombreux intervenants de marque, parmi lesquels Danuta Hübner, ancienne commissaire européenne, Arancha González, ancienne ministre espagnole, Gian Paolo Meneghini, Peggy Nash, Karen Redman et Sir Graham Watson. Le séminaire a été remarquablement conclu par Kim Campbell, ancienne Première ministre canadienne, et Enrique Barón Crespo, ancien Président du Parlement européen, qui a traité le sujet du désordre mondial actuel. Les participants se sont penchés sur les mutations de l'ordre mondial, les tensions entre l'Union européenne et les États-Unis causées par l'administration Trump, la montée des conflits commerciaux et les nouveaux défis de gouvernance. Tous ces thèmes ont également été abordés lors des rencontres avec Nicoletta Fabio, maire de Sienne, Roberto Ciappi, maire de San Casciano Val di Pesa, et Dom Bernardo, abbé de San Miniato, ainsi qu'avec des représentants de la ville métropolitaine de Florence, du Circolo degli Esteri, du corps consulaire de Florence et de la Fondation Spadolini. Les délégations ont visité des sites et des musées renfermant l'extraordinaire patrimoine culturel et artistique de l'Italie. Une attention particulière a été accordée au Caravage, ainsi qu'à Michel-Ange à l'occasion du 550e anniversaire de sa naissance.

L'événement «PEACE IN ART», organisé par Ars Pace et hébergé par le marquis Francesco Mazzei à Fonterutoli (province de Sienne), a été particulièrement apprécié. C'est là que furent signés des accords de paix capitaux entre d'importants diocèses, mais aussi que s'est conclue la longue querelle entre Florence et Sienne sur les frontières du terroir du Chianti. Les participants ont vécu une expérience culturelle, apaisante, émotionnelle et esthétique, grâce à la performance de la peintre Elisabetta Rogai, qui a créé un tableau avec sa technique «EnoArte@», en se servant de vin issu du même domaine que celui qui était proposé à la dégustation, le tout sur fond d'un concert envoûtant d'Andrea Ceccomori à la flûte traversière. À notre époque mouvementée, marquée par de nouvelles dynamiques commerciales, l'imposition de droits de douane et la montée des tensions géopolitiques, l'art est un véritable instrument de paix et de diplomatie culturelle (soft power), qui suscite un dialogue fondé sur des relations internationales stables.

La conjoncture mondiale est extrêmement complexe et il nous faut réagir fermement aux côtés de nos meilleurs alliés, comme les Canadiens, avec qui nous partageons une histoire, des valeurs et l'attachement au multilatéralisme. On peut même dire que la récente élection de Mark Carney au poste de Premier ministre a renforcé les relations économiques et commerciales entre le Canada et l'Union européenne; le sommet du G7 qui se tiendra à Kananaskis (Alberta) en juin permettra de s'en rendre compte.

### Monica Baldi

PPE-DE, Italie (1994-1999)  
[baldi.monica@email.it](mailto:baldi.monica@email.it)



La vice-présidente de l'AAD, Monica Baldi, en compagnie de Léo Duguay, chef de la délégation canadienne d'anciens parlementaires (CAFP) et président émérite.



# LES EUROPÉENS, ET LES ITALIENS EN PARTICULIER, SONT RÉSOLUMENT AUX CÔTÉS DU CANADA

Les délégués de l'ACEP sont récemment repartis après un mémorable voyage à Rome, Florence et Sienne. Rien de tout cela n'aurait été possible sans l'aide précieuse de Monica Baldi, vice-présidente de l'Association des anciens députés au Parlement européen. Sa connaissance approfondie de l'Italie, tout comme ses contacts privilégiés avec des membres de l'administration nationale et des gérants d'hôtels ont rendu notre séjour extrêmement agréable. Si agréable, en fait, que beaucoup d'entre nous, après avoir goûté aux plats et aux crus les plus raffinés de Toscane, ont dû ajuster leurs ceintures en raison d'un certain embonpoint.

À Rome, nous avons eu le privilège d'écouter une analyse de l'évolution de la paix à l'échelle mondiale par Dicastery Michael Czerny S.J., une note optimiste bienvenue après les discussions sérieuses avec d'anciens membres du Parlement italien au sujet de l'attaque sans précédent menée par le président Trump contre la souveraineté canadienne. Un échange avec d'anciens députés au Parlement européen et avec la délégation italienne de Women 20 a fait ressortir la nécessité d'une coopération entre nos associations. Les membres de la délégation canadienne ont également eu l'occasion d'admirer une impressionnante collection des

œuvres du Caravage et ont été reçus au Cercle du ministère des Affaires étrangères.

Ils ont également rencontré le maire de San Casciano lors d'un somptueux déjeuner, dont les quatre services ont mis à l'honneur les meilleurs mets et vins de Toscane. La visite de la basilique de San Miniato al Monte a été une remarquable source d'inspiration grâce à un chant grégorien dirigé par Don Bernardo. Notre séjour à l'hôtel Kraft a été agrémenté d'une réunion avec le corps consulaire de Florence. Nos échanges ont porté sur les questions liées à l'immigration et les moyens de renforcer les échanges entre les pays tout en contournant les obstacles érigés par les États-Unis. Une visite au domicile privé de Michel-Ange (Casa Buonarroti) a révélé l'histoire remarquable de cet artiste renommé. Nous gardons un souvenir particulier des œuvres qu'il a créées à l'âge de 15 ans, qui laissaient déjà présager du talent extraordinaire de ce jeune prodige. La partie la plus importante et la plus sérieuse de notre visite a été une table ronde organisée par l'École de gouvernance transnationale de Florence (Institut universitaire européen). Les délégués, dont Peggy Nash et Karen Redman, y ont présenté les changements nécessaires pour établir un nouvel ordre mondial.

L'ancienne Première ministre Kim Campbell a conclu les débats en demandant instamment à chacun d'entre nous de résister à la vision du monde étreinte qu'entend nous imposer Donald Trump.

À Sienne, nous avons rencontré le maire pour une discussion sérieuse sur la collaboration Canada-Italie, axée sur l'amélioration des relations culturelles et l'intensification des échanges commerciaux. Réunis sur la place de la mairie (Piazza del Campo), où le Palio se tient deux fois par an, nous nous sommes rendu compte de l'enthousiasme que suscite cette course hippique, qui est comparable au Kentucky Derby. Nous avons également eu droit à une présentation instructive sur les différences entre les raisins du cépage sangiovese cultivés à Montepulciano et ceux cultivés à Montalcino. Tous deux étaient exceptionnels. Une visite du domaine Mazzei, organisée par le marquis et patriarche Francesco Mazzei, qui incarne la 25<sup>e</sup> génération à la tête de ce domaine familial créé en 1435, n'a fait que confirmer notre appréciation des grands vins. Une exposition de tableaux créés à partir de vin par la remarquable artiste Elisabetta Rogai a marqué la conclusion idéale d'une excellente formation sur la complexité du vin et de l'art. L'aspect le plus mémorable de notre visite restera notre forte conviction que les Européens, et en particulier les Italiens, se tiennent résolument aux côtés du Canada dans le conflit qui l'oppose actuellement, et temporairement, à l'administration Trump.

## Léo Duguay

*Chef de la délégation canadienne d'anciens parlementaires (CAFP) en Italie et président émérite de la CAFPE*  
[exparl@parl.gc.ca](mailto:exparl@parl.gc.ca)



La vice-présidente de l'AAD, Monica Baldi, avec l'ancien président du Parlement européen et de l'AAD, Enrique Barón Crespo, le membre de l'AAD Sir Graham Watson et les membres de la délégation canadienne d'anciens parlementaires à l'École de gouvernance transnationale de Florence pour le séminaire « Un monde en mutation : favoriser la résilience dans le nouvel ordre mondial ».

# RÉSEAU DES ANCIENS DÉPUTÉS

DÉLÉGATION DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DES ANCIENS PARLEMENTAIRES EN ITALIE

## LE CANADA, ÉPICENTRE DE L'AMÉRIQUE DU NORD

Le séjour de la délégation canadienne en Italie ce printemps s'est transformé de manière inattendue en une visite de travail intense en raison d'une actualité difficile. Grâce à la préparation minutieuse de notre vice présidente Monica Baldi, véritable ambassadrice culturelle de l'AAD auprès de l'Institut universitaire européen (IUE) de Florence, j'ai eu l'occasion de participer à un débat animé et constructif entre des partenaires qui partagent une histoire, des valeurs et une vision du monde communes, ainsi qu'un même attachement au système multilatéral de l'ONU. Un dialogue avec un continent qui doit son nom à un autre Florentin, Amerigo Vespucci, qui avait émigré pour aller vivre à Séville – avantage de la liberté de circulation. Au début de mon intervention, j'ai évoqué mon travail solidaire, lorsque j'étais jeune juriste spécialisé dans le droit du travail, aux côtés de deux grands syndicalistes, l'Américain Daniel Benedict et le Canadien Romeo Maione, dans le cadre de notre lutte contre la dictature en Espagne. Trois anciennes députées canadiennes présentes ce jour là avaient été témoins de cette période.

Ces députées venaient de la conurbation transfrontalière formée par Détroit (États Unis) et Windsor (Canada), qui compte six millions d'habitants et constitue l'épicentre

d'une industrie automobile où les composants traversent la frontière plus de vingt fois par jour. Cette situation rappelle celle de la région située entre El Paso (États Unis) et Ciudad Juarez (Mexique), et dans les deux cas, les systèmes économiques sont progressivement intégrés à l'ALENA. Toute tentative visant à ériger des barrières douanières ou à dresser un rideau de fer est vouée à l'échec; proposer l'annexion pure et simple comme solution est non seulement impossible, mais aussi offensant. Graham Watson, compatriote d'Adam Smith, a expliqué toute l'absurdité d'un tel retour au mercantilisme. Cela signifierait rompre avec l'OMC, créée en 1947 à La Havane dans le cadre du système des Nations unies, mais qui n'a vu le jour qu'en 1995, pour renouer avec la logique protectionniste qui a conduit aux tragiques années 1930.

L'Union européenne est la concrétisation de la volonté de réparer l'histoire et de construire un destin commun. Le Canada est un partenaire solidaire et un modèle de société avec lequel nous partageons des convictions démocratiques et une vision du monde sur des sujets aussi sensibles que l'abolition de la peine de mort (autre initiative florentine, que nous devons à Cesare Beccaria), le contrôle des armements et l'État providence.



L'ancien président du Parlement européen et de l'AAD, Enrique Barón Crespo, avec la maire de Sienne, Nicoletta Fabio, à Sienne le 11 avril 2025

Les relations transatlantiques restent fondamentales pour la stabilité et la prospérité dans le monde. Elles doivent être actualisées et repensées à la lumière des nouveaux défis, plutôt que d'être déconstruites et ramenées à leur état antérieur. Rien n'est éternel, mais le temps passé avec nos homologues canadiens nous redonne foi en notre volonté commune de défendre nos acquis et de continuer à travailler ensemble pour relever de nouveaux défis.



De gauche à droite : Fabrizio Tassinari, directeur exécutif de l'École de gouvernance transnationale et modérateur, Enrique Barón Crespo, ancien député européen et président de l'AAD, Monica Baldi, vice-présidente de l'AAD, Léo Duguay, président émérite de la CAFP et chef de la délégation, et Kim Campbell, ancienne Première ministre du Canada, à l'École de gouvernance transnationale, le 7 avril 2025 à Florence.

**Enrique Barón Crespo**  
PSE, Espagne (1986-2009)  
[enriquebaronfundacion@gmail.com](mailto:enriquebaronfundacion@gmail.com)

# L'AAD ET L'ACEP RENCONTRENT LES ANCIENS PARLEMENTAIRES ITALIENS AU PALAIS MONTECITORIO

Le 3 avril dernier, notre association a reçu, dans les locaux de la Chambre des députés italienne, une délégation d'anciens parlementaires canadiens adhérents à l'Association canadienne des ex-parlementaires, en visite en Italie du 1er au 13 avril. La visite a été organisée par l'Association des anciens députés au Parlement européen, qui mène des initiatives destinées à renforcer le réseau européen et international des anciens parlementaires, afin que la coopération entre nos associations puisse faire entendre une voix influente sur les sujets politiques de haute importance qui préoccupent nos démocraties. De toute évidence, cet engagement admirable des anciens parlementaires européens revêt aujourd'hui une importance capitale, voire irremplaçable, pour la défense de la démocratie, des droits humains et de la paix.

Monica Baldi, vice-présidente de l'AAD, a apporté un soin louable à la réussite de l'initiative et de la rencontre. Cette dernière a été l'occasion d'un échange d'idées politiquement passionnant, ouvert par une allocution appréciée de Mme Baldi. La délégation canadienne était dirigée par Léo Duguay. MM. Gargani, président, Falomi, président honoraire, Soriero, secrétaire, Alaimo, trésorier, et Tassone, vice-président, représentaient l'association italienne. Étaient également présents MM. Rivolta, Calzolaio, D'Andrea, Cossiga, et Mme Dato.

La délégation a été reçue dans la prestigieuse sala della Lupa (salle de la louve); les événements historiques qui la rendent symboliquement importante pour la défense de la démocratie et du Parlement y ont été évoqués. Plusieurs interventions ont eu lieu à la suite de la prise de parole liminaire, très stimulante, de M. Gargani, toujours attaché au thème de la démocratie représentative et au rôle crucial qui incombe au Parlement dans toute forme démocratique de gouvernement. Nos associations, dont le statut affirme qu'elles défendent les parlements et les constitutions, ressentent actuellement le devoir d'attirer l'attention sur la crise relative au rôle du Parlement et sur la cohérence des réformes proposées avec les valeurs fondatrices de la démocratie constitutionnelle. Si le principe de capacité à gouverner, c'est-à-dire la possibilité d'adopter des décisions, ne s'accorde pas avec l'impératif de représentativité, qui traverse aujourd'hui une crise profonde, le risque est de sortir de la sphère démocratique. Si la culture politique est animée par le désir de donner vie à un organe monocratique surpuissant, et non par celui de donner un nouveau souffle à l'organisation participative complexe de la société, qui la relie au système institutionnel et décisionnel et lui donne un rôle à l'intérieur de ce système, nos systèmes politiques changeront en profondeur, en se dégradant. De manière générale, les interventions des invités canadiens étaient d'accord sur l'importance d'une Europe indépendante, unie et

fédérale, nécessaire pour garantir l'équilibre du monde entier et du Canada, ainsi que pour freiner les ingérences dangereuses des États-Unis. L'incitation à défendre et à renforcer l'Europe unie, les parlements et les constitutions nous parvient donc même d'outre-Atlantique. Cela n'est pas sans rappeler certaines précieuses déclarations, notamment celle du pape Paul VI qui déclarait que l'unité de l'Europe n'était pas une fin en soi, mais essentielle à la planète entière, ou celle du pape François qui rappelait que l'Europe est le berceau des droits de l'homme et du mouvement vers une paix universelle.

Nous vivons une époque où les nationalismes, les souverainismes et les populismes semblent refaire surface avec légèreté, tandis que même le constitutionnalisme, et les principes de démocratie libérale et de contre-pouvoirs semblent décliner, au même titre que la valeur immense des institutions supranationales. Je voudrais alors rappeler les mots du grand Stefan Zweig qui, désolé d'avoir vu naître et se développer les idéologies de masse du vingtième siècle et la montée de la barbarie humaine, qui a érigé l'anti-humanité en principe, a défini le nationalisme comme «cette peste des pestilences, qui a empoisonné la fleur de notre culture européenne».

## Cinzia Dato

*Ancienne sénatrice et membre du conseil d'administration de l'Association des anciens parlementaires de la République italienne*



Les délégations canadienne, européenne et italienne, guidées respectivement par Léo Duguay, Monica Baldi et Giuseppe Gargani, en compagnie de la sénatrice Cinzia Dato, à la Chambre des députés italienne (Sala della Lupa) le 3 avril 2025



# RÉSEAU DES ANCIENS DÉPUTÉS

DÉLÉGATION DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DES ANCIENS PARLEMENTAIRES EN ITALIE

## SÉMINAIRE « UN MONDE EN MUTATION »

Lors d'un séminaire intitulé «Promouvoir la résilience dans le nouvel ordre mondial», qui s'est tenu à l'école de gouvernance transnationale de l'IUE à Florence, le 7 avril dernier, l'AAD a eu le plaisir d'accueillir d'anciens parlementaires canadiens.

Les intervenants et les participants au séminaire se sont penchés sur l'évolution rapide de la situation politique aux États-Unis à la suite de l'élection de Donald Trump à la présidence américaine, ainsi que sur ses conséquences très largement négatives pour le Canada, l'Europe et le reste du monde.

Comme l'a souligné Enrique Baron Crespo, ancien président de l'AAD, il aurait été plus pertinent de modifier l'intitulé même du séminaire comme suit: «... dans le nouveau désordre mondial».

Après les observations liminaires de George Papaconstantinou, directeur faisant fonction de l'école de gouvernance transnationale, et de Marco del Panta, secrétaire général sortant de l'IUE, Monica Baldi, vice-présidente de l'AAD, a souhaité la bienvenue à Kim Campbell, ancienne Première ministre canadienne, et à Léo Dugay, chef de la délégation de l'AAD; elle leur a présenté le point de

vue de l'Union sur les menaces que représentent les politiques du nouveau président américain. Léo Dugay a évoqué la colère ressentie par les Canadiens à l'égard d'un pays auparavant considéré comme un pays ami et a observé que les Américains eux-mêmes commencent à protester.

Fabrizio Tassinari et Gian Piero Meneghini ont expliqué, en leur qualité d'experts, que l'on ne pouvait plus espérer une évolution pacifique et ont montré en quoi les transformations mondiales prenaient le pas sur le processus de construction de l'Union. Peggy Nash a déploré les atteintes à l'état de droit et à la prospérité partagée; Graham Watson, ancien député au Parlement européen, a quant à lui souligné une nouvelle occasion de renforcer la coopération entre l'Europe et le Canada.

Karen Redman a évoqué les dommages que semble subir sa région, celle de Waterloo, dans le sud de l'Ontario. Kim Campbell s'est attardée sur les problèmes qu'entraîne le développement des réseaux sociaux, Arancha Gonzalez et Danuta Hübner,



*Sir Graham Watson, membre de l'AAD, en compagnie de Monica Baldi, vice-présidente de l'AAD, lors de la conférence intitulée « Un monde en mutation : favoriser la résilience dans le nouvel ordre mondial », qui s'est tenue le 7 avril 2025 à Florence.*

experts commerciaux, ont ensuite mis en exergue l'instauration de droits de douane, de nature prédatrice plutôt que transactionnelle, ainsi que la fragmentation géo-économique d'origine politique qu'ils provoquent. Enrique Baron Crespo a évoqué la seule lueur d'espoir dans cet horizon apparemment bouché: il est possible que les agissements de Donald Trump contraignent l'Europe à assumer une plus grande responsabilité quant à son propre avenir.

Les conditions idéales qu'offraient le magnifique cadre de l'ancien palais Médicis, situé Via Camillo Cavour, et l'exceptionnel accueil de l'école de gouvernance transnationale nous ont permis d'étudier en détail les défis qu'ont à relever l'Europe et le Canada et de déterminer la manière la plus efficace d'y parvenir.

### Sir Graham Watson

ADLE, Royaume-Uni (1994-2014)

[sirgrahamwatson@gmail.com](mailto:sirgrahamwatson@gmail.com)



*De gauche à droite : Sir Graham Watson, membre de l'AAD, Enrique Barón Crespo, ancien député européen et président de l'AAD, Mme Spadolini et Giampaolo D'Andrea, membre de l'AAD, à la bibliothèque Spadolini à Florence.*

# DONALD TRUMP, LE CANADA ET L'UNION EUROPÉENNE

Depuis son élection, le président des États-Unis, Donald Trump, a régulièrement affirmé que le Canada devrait devenir le 51<sup>e</sup> État des États-Unis. Il a seulement nuancé son propos en indiquant que cela ne se ferait pas par une opération militaire, mais par des mécanismes économiques. En effet, lors de sa rencontre début mai avec le nouveau Premier ministre canadien, Mark Carney (ancien gouverneur de la Banque du Canada, puis également de la Banque d'Angleterre), il a de nouveau exprimé son souhait d'annexer le Canada, ce à quoi le Premier ministre canadien a répondu: «le Canada n'est pas à vendre». Les propos de Donald Trump ont eu un effet notable sur la politique canadienne. En décembre dernier, le gouvernement libéral canadien affichait un retard de 25 % sur les conservateurs dans les sondages d'opinion. Le 28 avril 2025, Mark Carney a mené le Parti libéral à la victoire lors des élections législatives.

La question du 51<sup>e</sup> État était au cœur des échanges les 2 et 3 avril à Rome, lors de rencontres réunissant d'anciens députés au Parlement canadien et d'anciens députés au Parlement européen (dont des anciens députés au Parlement italien présents le 3 avril). L'émotion était vive, le 2 avril étant le «jour de la libération», lorsque Donald Trump a annoncé de nouveaux tarifs douaniers, dont des tarifs élevés pour le Canada, marquant la fin effective de l'accord de libre-échange américain (ALENA). Le 7 avril, une autre réunion a eu lieu à Florence, au cours de laquelle les anciens députés canadiens et européens ont assisté à une conférence intitulée «Un monde en mutation. Favoriser la résilience dans le nouvel ordre mondial», qui a été marquée par un discours enflammé de l'ancienne Première ministre canadienne, Kim Campbell, très critique à l'égard de Donald Trump. Juste avant la réunion de Rome, j'ai assisté à la réunion d'anciens députés européens à Varsovie, puis à une autre rencontre à Bruxelles réunissant d'anciens membres du Comité économique et

social de l'Union. Lors de ces deux réunions, l'attitude de Donald Trump à l'égard du Canada a été évoquée, avec une prise de conscience que le Canada est sans doute l'allié le plus important de l'Union européenne en dehors du continent européen. Certains ont même proposé que le Canada intègre l'Union européenne.

Je savais, à l'issue de ces réunions, que je pouvais dire, avec le soutien total de nombreux députés au Parlement européen, anciens et actuels, les mots suivants: «nous sommes entièrement à vos côtés» et je pourrais ajouter que c'est également l'avis de beaucoup de gouvernements de l'Union européenne et du Royaume-Uni. On pourrait peut-être dire que les actions de Donald Trump ont levé le voile sur la relation étroite entre l'Europe et le Canada. Initialement colonisé par les Français et les Britanniques, le territoire est passé sous la souveraineté de la Grande-Bretagne après la guerre de Sept Ans en 1763. Cette partie de l'Amérique du Nord qui est restée fidèle à la Grande-Bretagne est devenue l'Amérique du Nord britannique, jusqu'à la naissance du Canada en 1867, avec Ottawa pour capitale; et un transfert progressif des pouvoirs a eu lieu de la Grande-Bretagne vers le Parlement canadien, laissant à la Grande-Bretagne les compétences en matière de politique étrangère et de défense.

En 1931, le Canada est devenu pleinement indépendant, à une exception près: toute modification constitutionnelle devait être approuvée par le Parlement britannique. Cette exception s'est révélée purement théorique puisque le Parlement britannique a systématiquement approuvé les propositions du Parlement canadien... Elle a finalement été abrogée par les Parlements canadien et britannique en 1982 (malgré une certaine pression du Parlement britannique, et même du Parlement européen, pour s'opposer à ce changement). Le Canada est désormais pleinement indépendant du Royaume-Uni,

mais un lien subsiste. Le chef d'État du Royaume-Uni et du Canada est le même roi Charles qui partage clairement l'avis de M. Carney sur les propos de Donald Trump, à savoir que le Canada n'est pas à vendre. Il ouvrira la nouvelle session du Parlement canadien aux côtés de la reine le 27 mai. Les relations entre le Canada et l'Union européenne peuvent être qualifiées d'amicales sur une longue période de temps. Le Canada s'est engagé auprès des Alliés dès le début de la Première et de la Seconde Guerre mondiale. Le pays est un membre de longue date de l'OTAN et du G7, participe à l'Agence spatiale européenne et est membre associé du programme Horizon. En 2016, le Canada a signé un accord de libre-échange avec l'Union européenne, qui a été approuvé par le Parlement européen, mais qui attend toujours d'être ratifié par certains États membres. La population du Canada est à 75 % d'origine européenne, en particulier en raison des importantes vagues migratoires en provenance de toute l'Europe après la guerre.

Le seul accroc aux relations de plus en plus harmonieuses entre l'Europe et le Canada s'est peut-être produit il y a 40 ans, lorsque le Parlement européen, lors d'un vote, a exprimé son horreur face à l'abattage des bébés phoques au Canada, ce qui a conduit à l'adoption d'une loi européenne interdisant l'importation de produits dérivés du phoque. Cependant, les relations se sont vite rétablies. En ce qui concerne la question de l'adhésion à l'Union européenne, le gouvernement canadien reste prudent et préfère parler d'une coopération renforcée avec l'Union. Il est évident que des difficultés surgiraient, notamment en ce qui concerne la politique agricole, la pêche, etc., mais la bonne volonté est bien présente, et il faudra patienter pour voir ce que l'avenir nous réserve.

**Robert Moreland**

*DE, Royaume-Uni (1979-1984)  
horseferry@yahoo.com*

# RÉSEAU DES ANCIENS DÉPUTÉS

FP-AP RÉUNION À CHYPRE

## RÉUNION FP-AP À CHYPRE - L'EUROPE ET LA MER

J'ai toujours eu une attention, pourquoi ne pas l'avouer, une affection, particulière à cette Association des anciens parlementaires des pays membres du Conseil de l'Europe (FP-AP) attachée aux valeurs spirituelles et morales qui sont le patrimoine commun des peuples européens. Ces valeurs sont à l'origine des principes de liberté individuelle, d'égalité et de dignité, de liberté politique et de prééminence du droit, sur lesquels se fonde une démocratie véritable.

C'est donc avec une immense joie qu'en qualité de représentant de l'Association des anciens députés européens (AAD), je me rends, en ce mois de mai 2025, à Nicosie (République de Chypre) où se tient un Conseil de FP-AP qui doit traiter d'un projet de rapport sur « l'Europe et la mer : rôle de la diplomatie parlementaire » et dont sont rapporteurs mes collègues Jean-Pierre Fourré, ancien 1<sup>er</sup> vice-président de l'Assemblée nationale française, ancien président de FP-AP, et Jacques Remiller, ancien député de l'Assemblée nationale française.

Après avoir présenté les salutations du président Klaus Haensch, ancien président du Parlement européen, président de l'Association des anciens députés européens (AAD), j'ai rendu hommage à Miguel Angel Martinez Martinez, ancien vice-président du Parlement européen, ancien président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, ancien député aux Cortes générales, qui longtemps siégé au sein de FP-AP et qui n'a pas voulu se représenter puis j'ai excusé Térésa Riera Madurell. Godelieve Quisthoudt-Rowohl est la 3<sup>ème</sup> membre de l'AAD à l'Assemblée générale de FP-AP.

Le texte proposé examine les défis actuels et futurs liés aux bassins océaniques et aux zones côtières, le rôle de leader que les Européens doivent jouer dans les négociations internationales relatives aux politiques maritimes (pêche, énergie, recherche marine, lutte contre la pollution) et celui des parlementaires actuels et anciens.

Après avoir rappelé que 2 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'eau potable et 4,4 milliards de personnes n'ont pas accès à l'assainissement, que l'accès à l'eau potable est un enjeu humain, économique, politique considérable dans un contexte changement climatique qui entraîne des flux migratoire très importants notamment vers l'Europe, j'ai proposé un amendement relatif au dessalement qui, avec une volonté politique et des fonds européens de recherche scientifique, pourrait être une technologie où l'Union européenne et ses entreprises seraient leaders mondiaux. Cet amendement a été accepté. Je vais, également, proposer que soit repris, dans le texte final, les références au Pacte européen pour les océans annoncé par le programme de travail de la Commission européenne qui a récemment lancé un appel à contribution en janvier 2025.

**"Je vais, également, proposer que soit repris, dans le texte final, les références au Pacte européen pour les océans annoncé par le programme de travail de la Commission qui a récemment lancé un appel à contribution en janvier 2025."**

Le pacte vise notamment à : maintenir un océan sain, résilient et productif. promouvoir une économie bleue durable et compétitive, y compris la pêche et l'aquaculture et, enfin, travailler à l'élaboration d'un programme global pour la connaissance, la recherche et l'innovation marines, et l'investissement.

Le texte final sera adopté lors d'un colloque organisé à Saint-Malo (France) le vendredi 19 septembre prochain.

Un dernier mot sur la République de Chypre dont le Peuple souffre d'une séparation cruelle. Après d'excellents discours du président de l'Association chypriote des anciens parlementaires, monsieur Sophoclis Fittis, et du président de FP-AP, monsieur Filippo Lombardi, nous avons eu une intervention de la présidente de la Chambre des représentants, madame Annita Demetriou et un séminaire de réflexion avec comme orateur Son Excellence Euripides Evriviades, ancien ambassadeur de la République de Chypre sur le thème : « Chypre entre Est et Ouest : passé, présent et avenir ». Il a rappelé que l'Île de Chypre a toujours été dominée par les puissances notamment impériales (Hellénique, Romaine, Byzantine, Arabe, Franque, Venitienne, Ottomane, Britannique) car elle est située à un carrefour d'importants courants commerciaux et elle a assimilé de nombreuses cultures ce qui en fait un lieu multiculturel tout-à-fait particulier et attachant. Chypre a toujours été dominée mais jamais partagée.

Hélas, profitant du prétexte d'une tentative de coup d'Etat contre le président chypriote Makarios lancé le 15 juillet 1974 par des officiers grecs acquis à la dictature des colonels en Grèce, la Turquie envahit la partie nord de l'île



(38 % du territoire) en 2 jours en arguant de la protection de la minorité turc. 200 000 Chypriotes grecs de la partie nord sont chassés et contraints à l'exode entre 1974 et 1975. Cette partition n'est pas reconnue par la communauté internationale. Le retrait de la Turquie de Chypre est une des conditions de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Tant par les discours, conférence, entretiens notamment avec les maires de Nicosie, monsieur Charalambos Prountzos, et de Larnaca, monsieur Andreas Vyras, nous repartons avec la tristesse dans le cœur de voir ce peuple séparé par la force, l'histoire reniée, le multiculturalisme bafoué mais avec la fierté et la satisfaction de voir que grâce à la sagesse, au goût à la vie et à l'adhésion à l'Union européenne, la République de Chypre est dynamique, avec la joie de vivre, la prospérité et la paix.

**Jean-Pierre Audy**  
PPE, France (2005-2014)  
audyjp@yahoo.fr

## À propos de FP-AP

L'Association européenne des anciens parlementaires des États membres du Conseil de l'Europe (FP-AP) est une association apolitique et sans but lucratif qui rassemble d'anciens parlementaires nationaux et européens des États membres du Conseil de l'Europe. Sa mission principale est de promouvoir l'idéal européen, de favoriser les valeurs démocratiques et de contribuer à la diplomatie parlementaire.

La FP-AP organise des conférences, des débats et d'autres événements afin de sensibiliser le public aux questions politiques et sociales importantes et de soutenir le rôle d'institutions telles que le Conseil de l'Europe et le Parlement européen. Elle s'efforce également d'entretenir des relations avec des associations similaires dans le monde entier. Le président actuel de la FP-AP est Filippo Lombardi (Suisse), élu en 2024 pour un mandat de deux ans.

Plus d'infos: [www.fpap-europe.org](http://www.fpap-europe.org)



Photo de groupe des membres du FP-AP lors de la réunion des 23 et 24 mai 2025 à Chypre © FP-AP

# COLLABORATION AVEC IUE/AHUE

## L'UNION EUROPÉENNE, SES INSTITUTIONS ET SES VALEURS

Comme chaque année, la rencontre avec des étudiants organisée par l'association des anciens députés au Parlement européen (AAD) à l'Institut universitaire européen de Florence, dans le prestigieux siège des Archives historiques de l'Union européenne, a été intéressante et a donné lieu à des échanges inspirants.

J'ai raconté aux jeunes lycéens différents épisodes marquants de la vie de l'Europe, survenus avant leur naissance. J'ai été très émue de leur relater ces faits, ces événements et ces situations, mais eux aussi étaient très touchés, parce que ces événements figurent maintenant dans les livres d'histoire.

Parmi les nombreux thèmes traités au cours de la rencontre de cette année, nous avons évoqué: la visite au Parlement européen du commandant Massoud, le Lion du Panchir, qui s'opposait aux talibans et qui a été assassiné dans un attentat le 9 septembre 2001; la mort tragique, également due à un attentat, de Yusuf Mohamed Ismail, dit «Bari-Bari», ambassadeur somalien auprès des Nations unies à Genève; la Convention européenne, qui avait pour but d'enfin doter l'Europe d'une Constitution, mais qui, après tant de travail, a été rejetée par les référendums français et néerlandais, puis a donné naissance au traité de Lisbonne, aujourd'hui en vigueur; la guerre en Ukraine et la nécessité de toujours défendre la démocratie et la liberté.

Les jeunes étudiants devaient présenter leurs témoignages et leurs réflexions sur le concept de «table»: la table familiale et la table de négociations correspondent toutes les deux à un moment de



*Cristiana Muscardini lors de sa conférence aux Archives historiques de l'Union européenne à Florence, le 8 avril 2025. © IUE / AHUE*

rencontre et de confrontation. Ces ressemblances sont moins fortuites qu'il n'y paraît. En effet, il est nécessaire d'être ouvert dès le plus jeune âge aux relations avec autrui (les membres de la famille, les amis, les enseignants, les personnes que l'on rencontre au quotidien) afin de réussir, une fois adulte, à créer des relations et à se respecter soi-même tout en respectant les autres. J'ai pu discuter avec les enseignants qui suivent les étudiants et j'ai donc tenu, au cours du débat, à aborder les sujets de la solitude et de la violence, malheureusement étroitement corrélés et qui figurent dans de nombreuses pages dramatiques des journaux quotidiens. Il s'agit d'adolescents incapables de converser sereinement avec les autres, beaucoup trop souvent enclins à se réunir en de véritables bandes et à user de la force, afin de démontrer une supériorité qu'ils n'ont pas. Leur comportement révèle en creux leur insécurité et leur incapacité à dialoguer.

Les jeunes se sont montrés intéressés, notamment par mes observations sur l'usage inapproprié des systèmes

informatiques et des nombreux réseaux sociaux, qui enferment les gens dans une réalité virtuelle et les rendent incapables de distinguer ce qui est réel de ce qui ne l'est pas. Il a été particulièrement intéressant de découvrir comment les lycéens avaient interprété le sujet qui leur avait été assigné. Le résultat est positif: pour beaucoup d'entre eux, les discussions à la table familiale sont toujours importantes. Chaque année, ces rencontres m'amènent à présenter les valeurs et les activités de l'Union européenne, en particulier du Parlement européen, auprès des classes participant au projet. En outre, j'ai l'occasion de prendre conscience des réalités scolaires et personnelles de nombreux jeunes qui constitueront plus tard la colonne vertébrale de l'Italie et de l'Europe. C'est pourquoi je tiens à redire mon enthousiasme à l'égard de cette initiative et des fonctionnaires qui se consacrent avec passion à l'organisation de ces rencontres.

**Cristiana Muscardini**

NI, UEN, PPE, ECR, Italie (1989-1999, 1999-2009, 2009-2012, 2012-2014)  
[cristiana.mistral@gmail.com](mailto:cristiana.mistral@gmail.com)



# RÉUNION ANNUELLE DE L'AAD

## AAD: EXPÉRIENCE, RÉFLEXION ET DIALOGUE

Les événements annuels de l'AAD, une série de rassemblements profondément constructifs et tournés vers l'avenir, ont réuni des députés anciens et actuels au Parlement européen et des invités institutionnels à Bruxelles les 20 et 21 mai 2025. Comme d'habitude, ces événements ont été à la fois un moment de commémoration solennelle et de dialogue et d'échange fructueux. Le 20 mai, lors du seizième service commémoratif annuel, qui s'est tenu dans l'hémicycle, les députés ont rendu un vibrant hommage aux anciens collègues décédés en 2024 et 2025. Ce service, placé sous le signe de la dignité et de la reconnaissance, a été l'occasion de saluer leur contribution durable au projet démocratique européen. «*Dans cet hémicycle où les voix de nos collègues se sont autrefois élevées pour défendre avec passion la liberté, la justice et l'unité, nous marquons un temps d'arrêt pour honorer ces voix qui se sont tuées pour toujours, mais qui ne tomberont jamais dans l'oubli*» a déclaré Monica Baldi, vice-présidente de l'AAD, dans son allocution après l'ouverture de la cérémonie. Ewa Kopacz, vice-présidente du Parlement européen, a ensuite pris la parole: «*Les personnes que nous commémorons aujourd'hui [...] étaient unies par la conviction que l'Union européenne n'est pas une institution abstraite, mais un projet commun qui s'est construit grâce à des efforts quotidiens et à la prise de responsabilités.*» Mme Baldi a lu la liste

des noms des personnes mises à l'honneur et le président de l'AAD, Klaus Hänsch, a clôturé la cérémonie par des paroles émouvantes en rappelant ce que nous devons à nos prédécesseurs: «*se dresser, rester forts, tenir bon*». Plus tard dans la soirée, l'AAD a organisé un cocktail et un dîner-débat. Les questeurs Marc Angel et Fabienne Keller ont chaleureusement accueilli les invités à cette soirée de discussions instructives. Le discours liminaire, prononcé par Arianna Podestà, porte-parole en chef adjointe de la Commission européenne, avait pour thème: «*Le choix de l'Europe: du commerce à la défense, les principales décisions qui façonnent notre avenir dans le paysage géopolitique actuel*». Mme Podestà a incité le public à réfléchir à la voie stratégique de l'Union: «*Allons-nous faire nôtres les principes de coopération et d'autonomie, ou allons-nous rester des acteurs passifs dans un monde façonné par les autres?*» Enfin, le président a invité Maria João Rodrigues, ancienne ministre portugaise et membre de l'AAD, à présenter brièvement le récent rapport de Re-Imagine Europa, dont elle préside le conseil d'administration, et du Conclave européen intitulé «*A Power Agenda for a Global, Sustainable and Responsible Europe – Risks and Opportunities for the EU in an Era of Geostrategic Shifts*» (Programme d'action pour une Europe mondiale, durable et responsable – Risques et perspectives pour l'Union à l'heure des

bouleversements géostratégiques), dont le thème est très pertinent dans le contexte actuel. Le dîner s'est conclu par une discussion animée au cours de la séance de questions-réponses qui a suivi l'intervention de Mme Rodrigues.

Le lendemain, l'AAD a tenu sa 24e assemblée générale annuelle. À cette occasion, les membres ont réaffirmé leur attachement à la mission de l'association et ont participé à des discussions sur des sujets clés, tandis que le nouveau conseil d'administration était élu. Au cours de l'assemblée générale annuelle, le président a officiellement remercié M. Miguel Ángel Martínez Martínez, ancien membre du conseil d'administration de l'AAD, pour ses années de service et son dévouement envers l'association et lui a remis un cadeau en signe de reconnaissance, au nom de l'AAD. «*Votre histoire nous rappelle que notre force réside dans l'unité, la coopération et un engagement commun à construire un avenir meilleur pour tous les Européens*» a déclaré le président à son intention. Après le déjeuner, les résultats de l'élection ont été annoncés: Michael Hindley, Manuel Porto, Godelieve Quisthoudt-Rowohl et Teresa Riera Madurell ont été réélus, et Edit Herczog a été élue nouvelle membre du conseil d'administration. Celui-ci s'est réuni pour la première fois dans sa nouvelle composition dans l'après-midi, poursuivant ses travaux visant à faire de l'AAD un forum dynamique de dialogue, d'engagement et de construction de l'héritage. Les événements annuels de cette année ont mis en évidence la pertinence continue de l'AAD et de sa mission. Qu'il s'agisse d'honorer les voix du passé ou de répondre aux défis géopolitiques majeurs d'aujourd'hui, ils ont souligné l'importance de l'expérience, de la réflexion et du dialogue pour façonner l'avenir commun de l'Europe.

Toutes les **photos des événements annuels** sont disponibles sur le compte Flickr de l'AAD : [bit.ly/AnnualEventsFMA25](https://bit.ly/AnnualEventsFMA25) 

**Teresa Riera Madurell**  
S&D, Espagne (2004-2014)  
[trierama@gmail.com](mailto:trierama@gmail.com)





# PROGRAMME PE AU CAMPUS

## CONFÉRENCE AVEC L'UNIVERSITÉ DE LUTSK (UKRAINE) À L'OCCASION DE LA JOURNÉE DE L'EUROPE

UNIVERSITÉ TECHNIQUE NATIONALE DE LUTSK, UKRAINE | 9 MAI 2025 | EN LIGNE

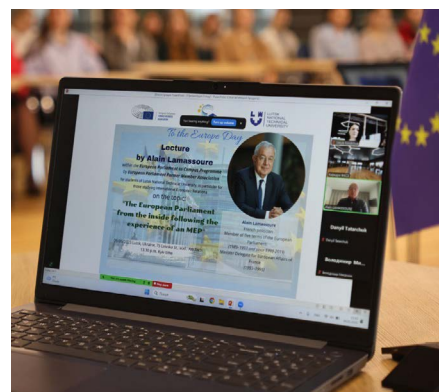
C'est la deuxième fois que l'Université de Lutsck fait appel à la FMA à l'occasion de la fête de l'Europe. Cette année, la commémoration revêtait un intérêt particulier au moment où la Russie célébrait les 80 ans de la victoire sur l'Allemagne nazie et où les grands dirigeants européens entouraient le Président Zelensky à Kiev. L'organisation de notre événement était parfaite, bien préparée par un entretien préalable avec la professeure responsable.

Le Parlement européen intéressait les étudiants en relations internationales de cette Université de Volhynie dans la perspective de l'adhésion future de l'Ukraine à l'Union. Ils ont déjà reçu une formation sur les institutions européennes et le processus de décision communautaire. J'ai rappelé que toute la construction européenne avait été conçue et inspirée par la volonté d'assurer la paix entre les nations qui avaient été à l'origine des deux guerres mondiales et qu'elle avait permis d'aboutir à cet objectif jugé utopique : la réconciliation entre nos pays, d'abord entre pays fondateurs puis dans l'ensemble de l'UE aujourd'hui.

J'ai insisté sur l'originalité de ce parlement multinational unique au monde : élection les mêmes jours au suffrage universel, multilinguisme

assuré à tous les niveaux, rôle de la loi d'Hondt, groupes parlementaires reflétant des partis politiques européens, efficacité dans la recherche de compromis, tant au sein du Parlement, que dans les trilogues interinstitutionnels. Un rôle du Parlement européen est mal compris des observateurs, mais pourtant essentiel : l'intervention nécessaire, dans le processus de décision, d'une assemblée qui est organisée autour des partis politiques et où chaque pays envoie de nombreux députés tend à dépassionner beaucoup les affrontements nationaux du Conseil des Ministres, où chaque Etat n'a qu'un représentant. C'est ainsi que le jeu se termine toujours par un « win-win ».

Si le Parlement européen exerce pleinement la fonction législative, et s'il utilise tous ses pouvoirs de contrôle de la Commission, il n'a pas le dernier mot sur les dépenses budgétaires et il lui est interdit d'intervenir en matière de recettes. Cela ne l'a pas empêché de se montrer très actif sur la scène internationale pour promouvoir nos valeurs communes. L'une de ses initiatives originales, le Prix Sakharov, a distingué en 2022 le peuple ukrainien tout entier. Depuis février 2022, par ses résolutions, ses décisions, ses auditions, le Parlement n'a cessé de soutenir l'indépendance de l'Ukraine.



© LNTU, Ukraine 9 mai 2025

Le Président de la Rada a été reçu lors de la séance plénière de février 2025. Les étudiants étaient aussi intéressés de comprendre que l'entrée de l'Ukraine dans la famille de l'Union rendra nécessaire un nouveau traité. Créée comme une communauté économique, l'Union européenne devient maintenant une vraie communauté politique, dotée d'une politique étrangère et de défense communes. En outre, dans les années qui viennent, elle comportera trois douzaines de membres. Le système de décision communautaire traditionnel devra être adapté en conséquence, comme nous l'avons fait avec le traité de Lisbonne pour gérer les conséquences du grand élargissement de 2004. Le problème de la surreprésentation des petits pays dans les institutions, en commençant par le Parlement lui-même, pourra difficilement être évité. De même, il faudra s'accorder pour appliquer ce nouveau traité après la ratification par une super-majorité d'États, représentant une super-majorité de citoyens, pour surmonter un possible échec de ratification dans un pays membre. L'unanimité sera devenue impossible.

**Alain Lamassoure**

LDR, PPE, PPE-DE, PPE, France  
(1989-1991, 1992-1993, 1999-2009,  
2009-2019)

[a.lamassoure@wanadoo.fr](mailto:a.lamassoure@wanadoo.fr)



Étudiants de l'Université technique nationale de Lutsck participant à la conférence virtuelle avec Alain Lamassoure, membre de l'AAD. © LNTU, Ukraine, 9 mai 2025

## ACTIVITÉS

03

JUILLET 2025

### Librorum (en ligne)

Le jeudi 3 juillet 2025, de 17h00 à 18h15, le livre « *Migrationshintergrund : Erlebnisse eines Europäers* » (Contexte migratoire : expériences d'un Européen) de Jannis Sakellariou, membre décédé de l'AAD, sera présenté à titre posthume lors de l'événement en ligne Librorum. Une interprétation sera disponible en anglais, français et allemand. Pour plus d'informations et pour vous inscrire, veuillez visiter le site: [bit.ly/Librorum3July25](https://bit.ly/Librorum3July25)

5-7

NOVEMBRE 2025

### Visite de l'AAD au Danemark

Du 5 au 7 novembre 2025, l'AAD se rendra à Copenhague à l'occasion de la présidence danoise du Conseil de l'Union européenne. La délégation sera conduite par le président de l'AAD, Klaus Hänsch. Les préinscriptions sont ouvertes.

9

DÉCEMBRE 2025

### Réception cocktail et dîner annuel

Le dîner annuel aura lieu le 9 décembre 2025 de 19h30 à 21h30, précédé d'un cocktail de 18h30 à 19h30. Ces événements sont réservés aux membres de l'AAD et à leurs invités. Les membres recevront une notification par e-mail dès l'ouverture des inscriptions.

10

DÉCEMBRE 2025

### Librorum, Séminaire annuel et déjeuner de rencontre

De 10h00 à 11h00, l'AAD organise un événement hybride Librorum présentant « *Dix élections. Une histoire du Parlement européen aux urnes (1979-2024)* », suivi du séminaire annuel de 11h00 à 13h00. Les membres de l'AAD sont invités à participer au déjeuner de rencontre qui débutera à 13h00. De plus amples informations sur les événements à venir seront bientôt disponibles par e-mail, sur le site web de l'AAD et sur les réseaux sociaux.

## ÉVÉNEMENTS LIBRORUM À VENIR

3 JUILLET 2025 | 17H00 - 18H30 | EN LIGNE

**"Migrationshintergrund: Erlebnisse eines Europäers" par ancien MdPE Jannis Sakellariou (post-mortem)**

L'AAD, en collaboration avec l'EPLD Allemagne, rendra hommage à la mémoire et à l'héritage de M. Sakellariou, décédé en 2019, à travers la présentation de son livre lors de cet événement spécial et émouvant. La cérémonie débutera par un discours de bienvenue de Monica Baldi, vice-présidente de l'AAD, suivi d'une introduction de Georg Pfeifer, directeur de l'EPLD Allemagne. La secrétaire honoraire de l'AAD, Teresa Riera Madurell, présentera ensuite le livre et son auteur. L'ancien président du Parlement européen et de l'AAD, Enrique Barón Crespo, et l'ancienne chef de la délégation de l'UE en Tunisie, Laura Baeza, livreront leurs réflexions. La session de questions-réponses avec le public sera modérée par Monica Baldi, qui prononcera également le discours de clôture de l'événement. **Plus d'infos:** [bit.ly/Librorum3July25](https://bit.ly/Librorum3July25)



10 DÉCEMBRE 2025 | 10H00 - 11H00 | HYBRIDE: PARLEMENT EUROPÉEN & EN LIGNE

**"Ten Elections. A History of the European Parliament at the Ballot Box (1979-2024)"**

Cet événement Librorum présentera le livre « *Ten Elections. Une histoire du Parlement européen aux urnes (1979-2024)* », édité par Michele Fiorillo, philosophe politique et théoricien de la démocratie. Cet ouvrage rassemble les points de vue et les réflexions d'un large éventail d'anciens et d'actuels membres du Parlement européen, ainsi que d'éminents experts en politique européenne, parmi lesquels les membres de l'AAD Enrique Barón Crespo, Richard Corbett, Domènec Devesa et Danuta Hübner. **Plus d'infos:** [bit.ly/Librorum10Dec25](https://bit.ly/Librorum10Dec25)



# AAD AU TRAVAIL

## MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Klaus  
HÄNSCH



Monica  
BALDI



Jean-Pierre  
AUDY



Teresa RIERA  
MADURELL



Edit  
HERCZOG



Michael  
HINDLEY



Edward  
McMILLAN-  
SCOTT



Manuel  
PORTO



Godelieve  
QUISTHOUDT-  
ROWOHL



Paul RÜBIG



Marc ANGEL  
*Questeur  
responsable  
des relations  
avec l'AAD*



Fabienne  
KELLER  
*Questeure  
responsable  
des relations  
avec l'AAD*

## — BUREAU DE L'AAD

Président: **Klaus HÄNSCH**

Vice-Présidente: **Monica BALDI**

Trésorier: **Jean-Pierre AUDY**

Secrétaire: **Teresa RIERA MADURELL**

### LISTE DES RESPONSABILITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Comité de rédaction du Bulletin de l'AAD:** Mme Baldi (présidente), M Audy, M McMillan-Scott, Mme Riera Madurell et M Rübig.

**PE au Campus:** M Hindley (président), M Porto et Mme Quisthoudt-Rowohl.

**Rélations avec la commission des budgets, DG Finance:** M Audy.

**Dîner Débat:** Mme Baldi.

**Délégués au Bureau de l'Association européenne des anciens membres (FP-AP):** M Audy et Mme Riera Madurell. Si nécessaire, les membres seront remplacés par Mme Quisthoudt-Rowohl.

**Communication de l'AAD:** Mme Baldi (présidente) et M Hindley.

**Délégués à l'Assemblée générale annuelle, séminaires et colloques de l'FP-AP:** M Audy, Mme Riera Madurell et Mme Quisthoudt-Rowohl. Outre les délégués AAD ou leurs suppléants et en accord avec le FP-AP, d'autres membres du Conseil d'administration de l'AAD peuvent participer aux séminaires ou colloques annuels à leurs frais.

**Rélations avec les associations d'anciens membres hors Europe:** Mme Quisthoudt-Rowohl (présidente), M Audy, Mme Baldi et membre de l'AAD à titre consultatif Isabella De Martini.

**Séminaire annuel et relations avec les groupes de réflexion, les instituts politiques et les fondations:** Mme Riera Madurell (présidente), Mme Baldi, Mme Quisthoudt-Rowohl et M Rübig.

**Archives:** Mme Baldi.

**Groupe de travail sur le soutien à la démocratie et l'observation des élections:** M McMillan-Scott (président), M Hindley et Mme Quisthoudt-Rowohl.

**Rélations avec la Maison de l'histoire européenne:** Mme Herczog.

**Rélations avec l'Institut universitaire européen (IUE):** Mme Baldi.

**Recrutement de l'AAD:** M. Audy, Mme Riera Madurell et membre de l'AAD à titre consultatif Michel-Angel Scarbonchi.





Bruxelles, 21 mai 2025

Cher Membre,

Re: RESULTAT DES VOTES

Veillez trouver ci-dessous les résultats détaillés des votes qui ont eu lieu lors de l'Assemblée générale annuelle de l'Association le 21 mai 2025.

### 1) Élection pour les 5 membres du Conseil d'administration :

Les membres suivants ont été élus dans l'ordre ci-dessous et vont faire partie du Conseil d'administration pour une période de deux ans, jusqu'à l'Assemblée générale de 2027:

1. Teresa RIERA MADURELL
2. Godelieve QUISTHOUDT-ROWOHL
3. Michael HINDLEY
4. Edit HERCZOG
5. Manuel PORTO

196 votes ont été enregistrés, trois étant déclaré non-valide, ce qui fait un total de 193.

### 2) Vote sur le rapport annuel 2024:

	POUR	CONTRE	ABSTENTION
Pour approuver le rapport annuel	185	0	3

196 votes ont été enregistrés, 8 étaient blancs, aucun n'étant non-valide ce qui fait un total de 188.

### 3) Vote sur les comptes annuels 2024:

	POUR	CONTRE	ABSTENTION
Pour approuver les comptes annuels	180	0	7

196 votes ont été enregistrés, 9 étaient blancs, aucun n'étant non-valide ce qui fait un total de 187.

Nous voudrions saisir cette opportunité pour remercier tous ceux qui ont pris part à cette élection,

Meilleures salutations,

Isabella DE MARTINI

Scrutateur

Thomas MANN

Scrutateur

# IN MEMORIAM



## Witold TOMCZAK

✝ 11 mars 2025

*NI (2003-2004), IND/DEM (2004-2009), Pologne*

Il a été membre du Parlement européen. Au niveau national, M. Tomczak a représenté *Liga Polskich Rodzin*.



## Lord Charles O'HAGAN

✝ 23 mars 2025

*DE (1979-1992), PPE (1992-1994), Royaume-Uni*

Il a été membre britannique du Parlement européen. Au niveau national, M. O'Hagan a représenté *Conservative and Unionist Party*.



## João CRAVINHO

✝ 16 avril 2025

*PSE, Portugal (1989-1994)*

Il a été membre portugais du Parlement européen. Au niveau national, M. Cravinho a représenté *Partido Socialista*.



## Jaromír ŠTĚTINA

✝ 17 avril 2025

*PPE (2014-2019), République tchèque*

Il a été membre tchèque au Parlement européen. Au niveau national, M. Štětina a représenté *TOP 09 a Starostové*.



## Gerhard HAGER

✝ 18 avril 2025

*NI, Autriche (1999-2004)*

Il a été membre autrichien du Parlement européen. Au niveau national, M. Hager a représenté *parteilos*.



## Francis ZAMMIT DIMECH

✝ 21 avril 2025

*PPE (2017-2019), Malte*

Il a été membre maltais du Parlement européen. Au niveau national, M. Zammit Dimech a représenté *Partit Nazzjonalista*.

# IN MEMORIAM



## Ruth HIERONYMI

☞ 30 avril 2025

*PPE-DE, Allemagne (1999-2009)*

Elle a été membre allemande du Parlement européen. Au niveau national, Mme Hieronymi a représenté *Christlich Demokratische Union Deutschlands*.



## Patrick O'FLYNN

☞ 20 mai 2025

*ELDD, NI, Royaume-Uni (2014-2019)*

Il a été membre britannique du Parlement européen. Au niveau national, M. O'Flynn a représenté *Social Democratic Party*.

## Service commémoratif annuel en hommage aux anciens MdPE décédés

Le mardi 20 mai 2025, de 17h45 à 18h15, l'Association des anciens députés, sous le patronage du Parlement européen, a tenu sa seizième cérémonie annuelle à la mémoire des anciens députés décédés.

La cérémonie a été ouverte par Monica Baldi, vice-présidente de l'AAD, suivie d'un hommage rendu par Ewa Kopacz, vice-présidente du Parlement européen.

La commémoration a également été marquée par la lecture de poèmes par les membres du Conseil d'administration de l'AAD Michael Hindley, Miguel Ángel Martínez Martínez, Manuel Porto et Teresa Riera Madurell.

La cérémonie a été accompagnée par des prestations musicales de Marc Sabbah (alto), Sébastien Walnier (violoncelle) et Philippe Lambert (trompette). Le président de l'AAD, Klaus Hänsch, a conclu la cérémonie.

L'événement s'est déroulé dans l'hémicycle du Parlement européen à Bruxelles et a été retransmis en direct avec interprétation en anglais, français, allemand, italien, espagnol et polonais.

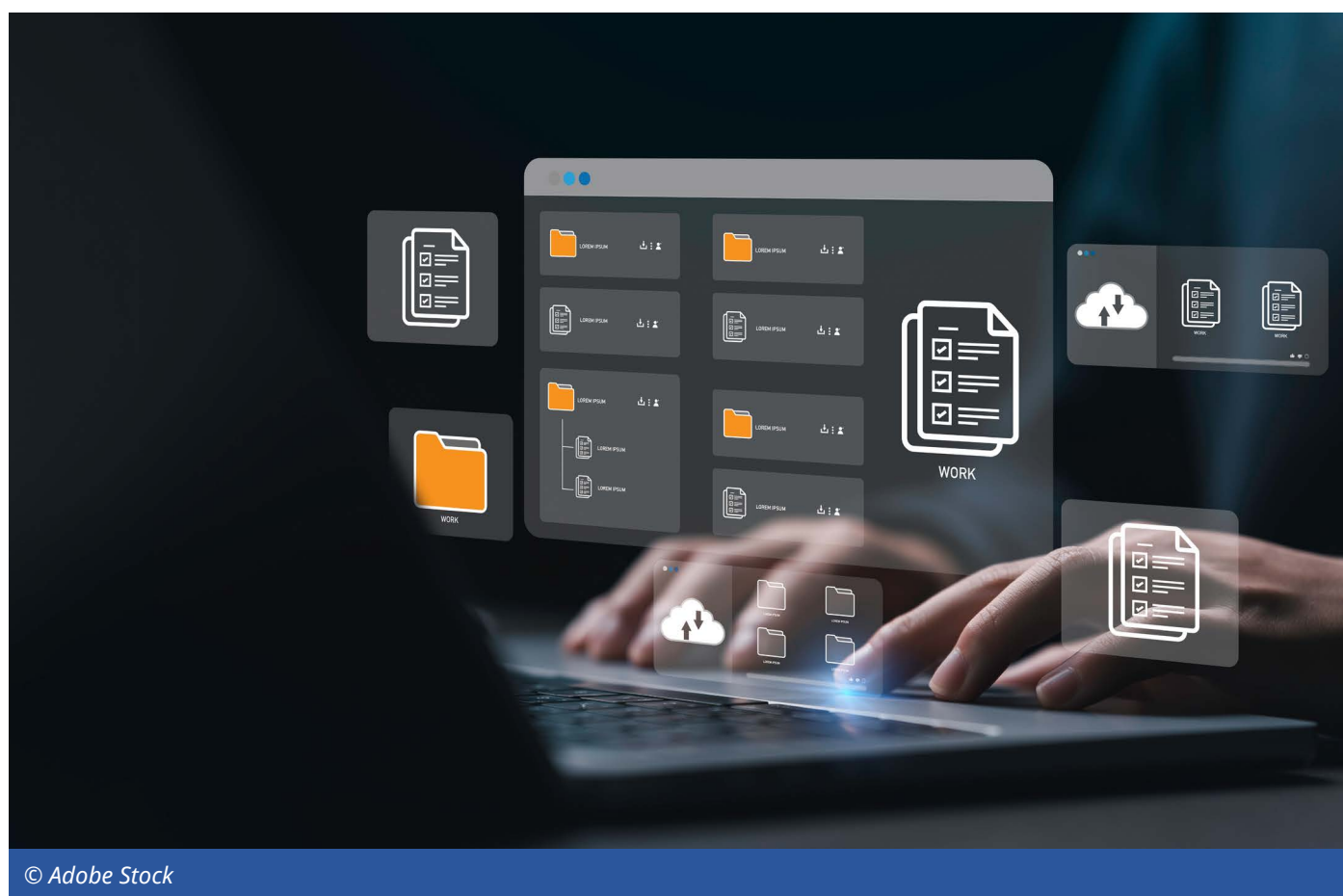
L'enregistrement est disponible via le lien suivant :

<https://www.formermembers.eu/evenements-annuels/service-commemoratif-annuel/?lang=fr>





## L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET LA PROPRIÉTÉ DES DONNÉES



# PARLEMENT EUROPÉEN ET INNOVATION

Il est désormais assez clair que l'assaut du Capitole, survenu il y a quatre ans, n'avait rien d'une rébellion brouillonne: il s'agissait bel et bien des prémices d'une révolution contre l'idée même de parlementarisme. La sonnette d'alarme n'a pas uniquement retenti pour le Congrès des États-Unis, mais pour chaque parlement, à commencer par le Parlement européen, et tout ce qui s'y rapporte dans l'histoire de l'Occident.

La vie des parlementaires, du fait de leur force d'opposition naturelle, semble cependant pouvoir connaître un sursaut, et ce précisément grâce à la technologie qui soutient la révolution du «peuple des oligarques».

Il n'y a pas si longtemps, nombreux étaient ceux qui caressaient l'idée de remplacer les parlementaires par des outils numériques; désormais, l'intelligence artificielle est là. Et tout a changé. En effet, on a vu que la technologie algorithmique pouvait conférer aux fonctions parlementaires cette efficacité dans les résultats que l'on croyait disparue.

Il s'agit des prérogatives classiques, enracinées dans les relations avec la communauté politique et les autres institutions: définir les orientations communes, légiférer, contrôler et coordonner pour fédérer. Toutefois, les nouveaux instruments de préparation et d'instruction, procédures nécessaires si l'on veut prendre pleinement connaissance d'une affaire avant de délibérer dessus, peuvent modifier la qualité et la force de la représentation démocratique. Ces fonctions parlementaires peuvent en effet désormais s'appuyer non

seulement sur l'intégralité des données nécessaires à leur exercice, mais également sur des évaluations précises, a priori ou a posteriori, de leurs effets. Impulsés par le «vieux» principe du débat contradictoire, qui constitue le fondement irremplaçable de la démocratie libérale, les nouveaux outils cognitifs peuvent conduire à la reconfiguration du système politique dans l'Union et les États membres.

Il s'agit d'un résultat singulier pour notre époque. On ressent dans de nombreux domaines la crainte d'un recul de la culture «humaine» dans les processus de prise de décision, mais ici, c'est le contraire. Le renforcement «surhumain» de l'instruction, pour ainsi dire, permet d'identifier clairement les options pertinentes et rendre chaque parlement plus «libre» de délibérer à l'intérieur d'un chemin étroit délimité par les différentes options disponibles, parmi lesquelles la technologie doit toujours laisser la politique trancher.

Il convient d'ajouter que l'introduction d'algorithmes génératifs dans les procédures parlementaires classiques ne détruit pas d'emplois, mais requiert au contraire une plus grande contribution d'experts administratifs. En effet, la rigueur des règlements de procédure ne suffit pas. Il est nécessaire avant toute chose d'établir des «règlements encadrant les règlements», en d'autres termes, des méta-règlements visant à garantir la protection des données et la sécurité juridique face à l'hypertrophie de la législation européenne.

Mais ce n'est pas tout. Si l'actuelle «indigence» parlementaire parvient réellement à composer avec le grand potentiel de l'intelligence artificielle, et à l'empêcher d'outrepasser son rôle d'outil pour l'intégration, l'horizon politique s'élargira. Le Parlement pourra alors jouer le rôle de lieu de la confrontation sociale, dans une sphère publique gangrénée par les fausses informations qui ont envahi les médias, les photos et les discours, fourvoyant sans cesse l'opinion publique.

L'évidence des faits, que le débat permet d'atteindre, peut ainsi devenir une «vérité parlementaire» dans les articulations critiques du débat public, lorsque la confiance des citoyens se trouve la plus ébranlée. Bien sûr, le «shérif» a beaucoup de pouvoir, mais il n'a pas le monopole des algorithmes «post-humains». Les parlements, institutions les plus anciennes de l'histoire de l'humanité, peuvent tous s'en servir comme outil de contre-pouvoir.

Toutefois, la technologie doit toujours s'accompagner d'un «facteur humain», toujours certain d'être en sécurité dans cet antique lieu de liberté. Au cœur de l'Europe, plus de 82 % des électeurs allemands ont fait preuve lors des dernières élections de leur attachement au Bundestag. De fait, les parlements qui émanent du peuple seront toujours le plus efficace bouclier de l'Union.

**Andrea Manzella**

*Président du Centre d'études parlementaires de l'Université LUISS, Rome  
PSE, Italie (1994-1999)  
an.manzella@gmail.com*

# L'IA ET STOCKAGE DE DONNÉES: UN DÉFI CIVILISATIONNEL

Dans le cadre de la transition numérique qui affecte toute la société d'aujourd'hui, deux points cruciaux ressortent, sur le plan technologique comme juridique: l'intelligence artificielle (IA) et la gestion de la mémoire numérique.

Dans ce contexte, la question du stockage des données, autrement dit de leur conservation, apparaît comme un point névralgique de la nouvelle «question anthropologique» que la technologie soulève: quelle place reste-t-il pour la liberté individuelle dans un monde où la mémoire numérique tend à être infinie, omniprésente et trop souvent opaque?

L'efficacité des systèmes d'IA, en particulier des algorithmes génératifs, repose sur l'accès à un volume abondant de données. Il s'agit essentiellement de données à caractère personnel, rarement structurées et provenant de sources hétérogènes. Elles sont conservées sur des infrastructures complexes et réparties entre des environnements sur site, c'est-à-dire des centres de données qui appartiennent à l'utilisateur, et le cloud. Les données à caractère personnel, autrefois simples outils permettant l'échange d'informations, ont progressivement acquis une valeur en soi: désormais, elles engendrent et alimentent l'IA, constituant ainsi le «terreau» à la base de systèmes qui ne cessent d'améliorer leur capacité à apprendre, à prédire et à décider. N'est-il pas paradoxal qu'à notre époque, où règne la culture de l'instantané et du flux incessant d'informations éphémères, nous érigeons des archives numériques potentiellement éternelles, qui figent toutes nos activités, nos pensées et nos émotions?



© Adobe Stock

La diffusion de systèmes d'IA, en particulier de technologies d'apprentissage automatique, nous ramène ainsi, sous de nouvelles formes, à la tension entre efficacité et protection des droits fondamentaux. Les algorithmes «se nourrissent» de quantités énormes de données historiques et de mémoire accumulée. La tentation de tout conserver ad vitam aeternam devient irrésistible. Mais sommes-nous bien sûrs de l'équivalence entre «quantité supérieure de données» et «intelligence supérieure»? Surtout, sommes-nous prêts à accepter le risque que notre passé détermine notre avenir de manière irrévocable?

**“La diffusion de systèmes d'IA, en particulier de technologies d'apprentissage automatique, nous ramène ainsi, sous de nouvelles formes, à la tension entre efficacité et protection des droits fondamentaux.”**

En effet, les données ne sont jamais neutres. Prenons l'exemple, parmi tant d'autres, du secteur de la santé: si l'on entraîne un système d'IA sur des images

cliniques représentant majoritairement des personnes à la peau claire, il aura tendance à produire des diagnostics moins fiables pour les patients qui ont une autre couleur de peau. Il s'agit là de l'un des nombreux problèmes de discrimination, le biais, qui trouve son origine dans la qualité et la diversité des données conservées, et pas uniquement dans les capacités de l'algorithme.

Par conséquent, la conservation n'est pas un sujet purement technique. C'est avant tout un sujet anthropologique et une question de pouvoir. Qui contrôle les données contrôle la représentation du monde.

Et qui contrôle la représentation du monde est en mesure d'exercer une influence inédite sur les dynamiques sociales, économiques et même politiques.



C'est pourquoi il est nécessaire de surveiller sans relâche le respect des normes en matière de conservation des données. Comment sont conservées les informations à notre sujet? Jusqu'à quand? Qui y a accès? Sont-elles exactes et à jour? Quelles garanties protègent nos droits individuels?

À cet égard, le règlement général sur la protection des données (RGPD) a marqué un tournant, en posant le principe de responsabilité et de limitation de la durée de conservation au centre de la réglementation en matière de traitement des données à caractère personnel. L'article 5, paragraphe 1, point e), du RGPD est clair: les données doivent être conservées «pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées».

En outre, ne doivent être conservées que les informations nécessaires au regard de ces mêmes finalités (principe de minimisation des données, article 5, paragraphe 1, point c), du RGPD). Enfin, les données à caractère personnel doivent être constamment tenues à jour (principe d'exactitude, article 5,

paragraphe 1, point d), du RGPD). Ces principes sont simples, mais révolutionnaires, particulièrement à l'ère de l'économie des mégadonnées.

Même sur le plan des infrastructures, les exigences liées à l'IA imposent aux archivistes de repenser leurs pratiques de fond en comble. La charge de travail liée au développement de l'IA nécessite des performances exceptionnelles. C'est la raison pour laquelle les architectures modernes s'appuient de plus en plus sur des mémoires à haute densité et des solutions hybrides hébergées dans le cloud, généralement proposées par des fournisseurs dont le siège se situe en dehors de l'Union européenne. Il en découle une concentration du pouvoir technologique dans les mains de quelques fournisseurs de services non européens, avec toutes les conséquences que cela implique pour la souveraineté numérique, la continuité des activités et l'indépendance stratégique.

Il faut trouver un équilibre délicat, non pas pour freiner l'innovation, mais pour la canaliser.

Dans ce cadre, les autorités chargées de la protection des données doivent jouer un rôle moteur, non seulement comme organes de surveillance, mais aussi (et peut-être avant tout) comme garants d'un modèle d'innovation qui soit compatible avec les valeurs fondamentales de notre ordre juridique. S'il est mal dirigé, le stockage de données aux fins de l'IA peut devenir un outil de contrôle social, une arme aux mains d'un pouvoir opaque ou encore un mécanisme d'exclusion et de discrimination. À l'inverse, s'il est correctement encadré, il peut ouvrir la voie à une nouvelle époque de progrès pour tous, dans laquelle la mémoire numérique n'est pas un carcan, mais une ressource pour la collectivité.

**Prof. Ginevra Cerrina Feroni**

Vice-présidente du *Garante per la protezione dei dati personali* (autorité italienne de protection des données), Professeure de droit constitutionnel italien et de droit comparé, département de sciences juridiques, Université de Florence  
[segreteria.cerrinaferoni@gpdp.it](mailto:segreteria.cerrinaferoni@gpdp.it)



© Adobe Stock

# UN BON TRAVAIL QUI RESTE INSUFFISANT

Au cours de la dernière décennie, l'Europe a connu une transformation remarquable dans son approche du supercalcul et de l'intelligence artificielle. Il y a dix ans, les supercalculateurs dans l'Union étaient relativement simples. Ils étaient basés sur des processeurs et étaient généralement financés et exploités par les différents États membres. Une coordination existait dans le cadre de PRACE, mais il n'y avait aucun effort véritablement unifié à l'échelle européenne pour faire de l'Europe un leader mondial dans le domaine des sciences numériques.

Ce modèle décentralisé, bien que précieux à son époque, a souvent entraîné une duplication des efforts et une visibilité limitée sur la scène internationale. L'approche fragmentée de l'Europe en matière de calcul à haute performance contrastait fortement avec les stratégies unifiées adoptées par des leaders mondiaux tels que les États-Unis ou la Chine.

Aujourd'hui, le paysage a considérablement changé. La création de l'entreprise commune pour le calcul à haute performance européen (EuroHPC) a marqué un

tournant décisif. Cette initiative ambitieuse, cofinancée par la Commission européenne et les États membres, a permis de dresser une cartographie des ressources de calcul à l'échelle du continent.

L'Europe compte désormais huit supercalculateurs parmi les 25 premiers au niveau mondial, une réussite qui traduit à la fois les progrès techniques, mais aussi un engagement politique. Les chercheurs européens sont donc désormais sur un pied d'égalité avec leurs homologues des États-Unis et d'ailleurs, n'étant plus freinés par le manque d'accès à une puissance de calcul de pointe.

Cette évolution s'inscrit dans un environnement technologique de plus en plus complexe, porté en grande partie par l'essor de l'intelligence artificielle. Cette ascension rapide de l'IA commence déjà à remodeler les fondements de nombreuses disciplines scientifiques.

**"Les ordinateurs quantiques mis en place dans le cadre de l'entreprise commune pour le calcul à haute performance européen (EuroHPC) sont entièrement basés sur la technologie européenne, ce qui témoigne d'un succès remarquable et d'un signe de confiance croissante dans l'innovation endogène."**

De la découverte de médicaments à la modélisation du climat, l'intelligence artificielle n'accélère pas uniquement la recherche, elle redéfinit également la manière de faire de la science. Le modèle traditionnel de la recherche fondée sur des hypothèses est de plus en plus complété, et parfois même remplacé, par l'exploration fondée sur des données, où des tendances et des idées émergent de vastes ensembles de données sans hypothèses préalables.

De ce fait, les supercalculateurs modernes sont aujourd'hui des machines hybrides: ils combinent les unités centrales de traitement traditionnelles avec des processeurs graphiques puissants, et intègrent progressivement des systèmes expérimentaux quantiques. L'intégration d'architectures diverses a obligé à repenser les paradigmes des logiciels et les modèles de programmation, et l'Europe investit massivement dans la formation de nouvelles générations de développeurs



JADE. L'un des simulateurs quantiques acquis dans le cadre du projet pilote EuroHPC HPCQS et situé à Jülich, en Allemagne. © Pascal (site web EuroHPC)

capables de travailler sur ces plateformes. Dans ce contexte, les compétences numériques deviennent aussi vitales que le matériel lui-même.

Notamment, les ordinateurs quantiques mis en place dans le cadre de l'entreprise commune pour le calcul à haute performance européen (EuroHPC) sont entièrement basés sur la technologie européenne, ce qui témoigne d'un succès remarquable et d'un signe de confiance croissante dans l'innovation endogène.

Toutefois, maintenir le leadership de l'Europe en matière de calcul informatique n'est pas suffisant. Nous devons nous assurer que nos entreprises puissent également bénéficier de ces capacités. Des initiatives telles que les fabriques d'IA sont au cœur de cet effort. Il s'agit d'infrastructures dédiées conçues pour donner aux entreprises européennes, en particulier aux PME, un accès privilégié aux outils de l'IA et aux calculs à haute performance, ce qui leur permet d'innover, de développer des produits et d'être compétitives sur les marchés mondiaux.

Mais ce n'est que le début. La prochaine étape consiste à développer des gigafabriques à l'IA et aux technologies numériques: des installations à l'échelle industrielle combinant des centres de données, l'innovation algorithmique et des applications sectorielles. Ces infrastructures seront cruciales pour établir l'autonomie stratégique à long terme de l'Europe dans le domaine numérique.

Ces infrastructures ne sont pas seulement des équipements techniques, elles sont également des instruments géopolitiques. Dans un monde où le contrôle des capacités numériques équivaut à



Centre de supercalcul de Barcelone © BSC site web (2025)

une influence stratégique, l'Europe ne peut pas se permettre de rester un simple consommateur de technologies développées ailleurs.

Pour parvenir à une véritable souveraineté numérique (c'est-à-dire faire en sorte que les futurs supercalculateurs intègrent autant que possible des technologies européennes, des puces aux piles logicielles) l'Europe doit prendre des mesures audacieuses. À l'heure actuelle, de nombreux composants essentiels de nos machines les plus avancées sont encore importés. Changer cette situation nécessitera non seulement des investissements soutenus, mais également une transformation du cadre politique qui régit le développement technologique dans l'Union.

Le financement, bien qu'indispensable, n'est plus l'obstacle principal. Ce qui nous fait défaut, c'est la flexibilité pour mettre en œuvre des politiques industrielles à grande échelle qui soutiennent notre propre écosystème technologique. Il sera nécessaire de réviser le droit de la concurrence et les règles en matière de marchés publics: une étape essentielle, bien qu'elle puisse susciter des réticences au sein de la Commission et de

certains États membres. Ces cadres, conçus pour garantir l'équité, doivent évoluer afin de permettre aux États membres de soutenir les industries technologiques essentielles, comme c'est déjà le cas dans d'autres régions du monde.

Les progrès de la dernière décennie sont encourageants, mais nous ne devons pas nous reposer sur nos lauriers. Il est temps d'approfondir notre engagement envers la souveraineté numérique européenne, d'agir avec détermination, et de veiller à ce que la prochaine génération de technologie informatique ne soit pas seulement utilisée en Europe, mais qu'elle y soit également produite.

L'Europe unie a toujours obtenu ses plus grandes réussites lorsqu'elle a agi avec une vision claire et une ambition collective. L'ère du numérique ne devrait pas faire exception. Nous devons veiller à ce que nos structures politiques soient à la hauteur des technologies que nous cherchons à maîtriser.

**Josep M. (Pep) Martorell**  
Directeur adjoint (2016 - 2025) au  
centre de supercalcul de Barcelone  
[martorell@bsc.es](mailto:martorell@bsc.es)



# STOCKAGE DES DONNÉES, SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE ET RÉGLEMENTATION DE L'IA

L'intelligence artificielle est souvent considérée comme une force transformatrice, qui perturbe les secteurs d'activité, bouleverse les modèles de prise de décisions et influe toujours plus sur la manière dont nous vivons, travaillons et interagissons. Pourtant, sous la surface visible formée par les dialogueurs, les générateurs d'images ou les algorithmes prédictifs se trouve un élément qui, s'il est plus discret, revêt une importance considérable: l'infrastructure sous-jacente à l'IA. Un pilier de cette infrastructure est le stockage de données, qui est non seulement une nécessité technique, mais aussi un point chaud des tensions économiques et (géo)politiques.

Ce sont en réalité les capacités croissantes de l'IA qui font qu'un réexamen fondamental du stockage des données est indispensable. Bien qu'il ait longtemps été perçu comme une préoccupation d'ordre technique, le stockage des données est devenu une frontière stratégique dans la quête géopolitique de «souveraineté numérique». Ce terme englobe la capacité des États ou des blocs régionaux à garder le contrôle de leurs données, de leurs infrastructures et des règles technologiques qui les régissent<sup>1</sup>.

Une préoccupation essentielle est la concentration économique. Ce qui était autrefois une composante décentralisée de l'internet s'est consolidé en une infrastructure dominée par quelques fournisseurs mondiaux d'informatique en



© Adobe Stock

nuage, principalement basés aux États-Unis et en Chine. Ces acteurs exploitent des centres de données gigantesques qui servent non seulement des entreprises privées, mais aussi des institutions publiques, des universités et la société civile dans son ensemble. En conséquence, les centres de données sont désormais considérés comme des infrastructures critiques (à l'instar des ports, des gazoducs ou des satellites) dont la localisation, la propriété et l'accessibilité présentent de réelles vulnérabilités et dépendances stratégiques.

Cette dynamique est renforcée par la nature transnationale des chaînes d'approvisionnement et des flux de données de l'IA. Les données utilisées pour entraîner les systèmes d'IA peuvent être collectées dans un pays, stockées dans un autre et traitées dans un troisième. Chaque juridiction impose ses propres cadres juridiques et normatifs, ce qui rend de plus en plus difficile l'établissement de lignes de responsabilité cohérentes.

Toutefois, si les flux techniques (données, modèles, systèmes informatiques ou services) de l'IA sont mondiaux, les cadres réglementaires qui les régissent restent nationaux ou régionaux. Cette complexité soulève des questions normatives plus profondes: où les données sont-elles stockées? Selon quelles règles? Quelles données sont intégrées dans les systèmes d'IA? Comment sont-elles structurées? Qui y a accès? En tant que tels, les présupposés juridiques et culturels intégrés dans ces infrastructures déterminent le comportement des systèmes d'IA. Par exemple, un modèle entraîné à l'aide de données stockées et régies par un système américain intégrera des biais, des valeurs et des évaluations des risques différents de ceux établis dans un contexte européen ou asiatique. Les fondements épistémologiques de l'IA sont, en ce sens, également géopolitiques.

Or, l'aspiration à des infrastructures d'IA souveraines est limitée par le coût et la faisabilité.

<sup>1</sup> Floridi, L. (2020). The fight for digital sovereignty: What it is, and why it matters, especially for the EU. *Philosophy & technology*, 33, 369-378.

La construction et la maintenance de systèmes nationaux ou régionaux de stockage de données capables d'alimenter une IA avancée sont à forte intensité de capital et exigeantes sur le plan technologique<sup>2</sup>. Par conséquent, pour de nombreux gouvernements et institutions, le recours à des fournisseurs étrangers dominants demeure la seule solution envisageable. Toutefois, cette dépendance fait courir des risques stratégiques importants, notamment une autonomie limitée, une exposition à la surveillance et un contrôle réduit des voies de transition technologiques.

Ce changement a entraîné une vague de réactions visant à reprendre le contrôle des données<sup>3</sup>. Les efforts déployés par l'Union en faveur d'un écosystème d'informatique en nuage fiable tel que GAIA-X peuvent être considérés comme

s'inscrivant dans le cadre d'une stratégie plus large visant à garantir que les données européennes sont traitées conformément aux règles européennes. Dans le même temps, des instruments législatifs tels que le règlement sur la gouvernance des données et le règlement sur les données visent à établir un cadre harmonisé pour le partage des données, l'interopérabilité et le contrôle des utilisateurs, afin ainsi de renforcer l'autonomie stratégique de l'Europe dans la gestion de ses données et de ses actifs numériques. Toutefois, l'absence d'une industrie européenne de l'IA et d'une politique de sécurité commune limite la capacité de l'Union à exporter son approche en matière de souveraineté numérique<sup>4</sup>. Des initiatives similaires se retrouvent dans les mandats de localisation des données de l'Inde<sup>5</sup> et dans les efforts déployés par l'ASEAN<sup>6</sup> ou

les pays de l'Union africaine<sup>7</sup> pour développer des capacités régionales d'informatique en nuage.

Face à ces dynamiques, les décideurs politiques sont à un moment charnière de la définition de la gouvernance de l'IA non seulement au moyen de stratégies d'éthique ou d'innovation, mais aussi de décisions concrètes concernant les infrastructures de données. Pour que le stockage des données soit en phase avec les valeurs démocratiques, la responsabilité juridique et l'autonomie stratégique, il faut des investissements soutenus, une clarté réglementaire et une coordination internationale. Le défi consiste à aller au-delà des mesures réactives et à adopter une stratégie industrielle numérique proactive qui lie la gouvernance des données au renforcement à long terme des infrastructures en nuage, de la cybersécurité et des normes en matière d'IA. Si l'on veut que la souveraineté numérique soit plus qu'une simple ambition, elle doit être ancrée dans les fondements matériels de l'écosystème de l'IA.

2 Moerel, L., & Timmers, P. (2021). Reflections on digital sovereignty. EU cyber direct, research in focus series.

3 Service de recherche du Parlement européen (2020). Digital sovereignty for Europe (PE 651.992). Parlement européen. [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2020/651992/EPRS\\_BRI\(2020\)651992\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2020/651992/EPRS_BRI(2020)651992_EN.pdf).

4 Calderaro, A., & Blumfelde, S. (2022). Artificial intelligence and EU security: The false promise of digital sovereignty. *European Security*, 31(3), 415-434.

5 Arora, A. (19 juillet 2023). Data localization: India's tryst with data sovereignty. Tech Policy Press. <https://www.techpolicy.press/data-localization-indias-tryst-with-data-sovereignty/>  
6 ASEAN Digital Masterplan 2025. Secrétariat de l'ASEAN. <https://asean.org/book/asean-digital-masterplan-2025/>.



© Adobe Stock

### Dr Marta Cantero Gamito

Professeure de droit des technologies de l'information (Université de Tartu) et chercheuse associée (École d'études transnationales, IUE)  
[Marta.Cantero@eui.eu](mailto:Marta.Cantero@eui.eu)

7 SMART Africa est une initiative panafricaine qui promeut le développement régional de l'informatique en nuage et soutient les infrastructures numériques souveraines grâce à son «cadre de gouvernance des données» et à ses initiatives «Smart Cloud». Voir <https://smartafrica.org/fr/page-daccueil/>.

# ARTIFICIAL INTELLIGENCE AND DATA IN THE EU

## *Introduction*

L'Union européenne est confrontée à un certain nombre de défis importants liés à l'intelligence artificielle (ci-après «IA»), aux stratégies de conservation des données et à l'évolution des marchés concernés, qui sont tous cruciaux pour son ambition de devenir un leader mondial dans ces domaines. Les principaux défis sont décrits ci-dessous, avec une brève explication sur la façon dont ils s'inscrivent dans le paysage actuel et les dernières tendances.

## *Complexité de la réglementation et charge réglementaire*

Le cadre normatif robuste de l'Union, qui comprend le règlement sur l'intelligence artificielle (ci-après le «règlement IA»), le règlement général sur la protection des données (ci-après le «RGPD») et le règlement sur les données, établit des normes élevées en matière de confidentialité des données, d'IA éthique et d'interopérabilité. Toutefois, ces règlements sont complexes et se chevauchent parfois, ce qui pose des problèmes de conformité auxquels doivent faire face les entreprises, en particulier les petites entreprises innovantes dans le domaine de l'IA. Par exemple, l'approche fondée sur les risques du règlement IA impose des exigences strictes aux systèmes d'IA à haut risque, ce qui peut étouffer l'innovation car il est difficile d'explorer des cycles d'innovation inédits si les risques de non-conformité sont trop élevés. Par conséquent, la conception d'un modèle d'IA comme DeepSeek dans l'Union apparaît peu envisageable. Malgré ces défis, de nombreuses entreprises européennes ont rencontré un certain succès.

Pour n'en citer que quelques-unes: DeepMind (Royaume-Uni, rachetée par Google), Aleph Alpha (Allemagne), Shift Technology (France), Mistral AI (France) et UiPath (Roumanie).

## *Souveraineté des données et lacunes en matière d'infrastructures*

L'Union promeut la souveraineté des données par des initiatives telles que GAIA-X, qui visent à réduire la dépendance à l'égard des fournisseurs de services en nuage de pays tiers. Elle dépend encore de fournisseurs étrangers pour la plupart des opérations de conservation et de traitement des données, ce qui soulève des inquiétudes quant aux modèles de contrôle et de sécurité des données définis à l'échelle nationale dans un contexte mondialisé. Le manque d'infrastructures locales disponibles entrave la capacité de l'Union à stocker et à traiter les vastes ensembles de données nécessaires à l'entraînement de l'IA, ce qui nuit à sa compétitivité. La mise à l'échelle de solutions européennes de stockage et de nuage pour permettre à l'Union d'être compétitive à l'échelle mondiale est un défi de taille.

## *Marché fragmenté et disparités en matière d'investissements*

Le marché de l'Union est fragmenté entre 27 États membres dont les capacités économiques, les langues et les écosystèmes d'innovation varient. En outre, les investissements dans l'IA et la conservation des données sont inégalement répartis. La fragmentation entrave la création d'un marché numérique unifié, ce qui limite les économies d'échelle pour les entreprises européennes spécialisées dans l'IA et la conservation des données. Si les lacunes en matière d'infrastructures et d'investissements ne sont pas comblées, la part de l'Union sur le marché mondial de l'IA ne devrait pas dépasser les 10 % entre aujourd'hui et 2030.

## *Concurrence mondiale et dépendance technologique*

Les États-Unis et la Chine devancent l'Union sur le développement de modèles d'IA, la production de semi-conducteurs et l'infrastructure en nuage. La plupart des modèles avancés d'IA (tels que GPT-4 et Llama) et des puces (telles que les unités de traitement graphique Nvidia) proviennent de l'extérieur de l'Union, ce qui crée des dépendances à l'égard de la



© Adobe Stock



technologie étrangère. Les initiatives telles que l'initiative relative à un processeur européen sont prometteuses, mais elles ne sont pas encore compétitives à grande échelle.

#### *IA éthique et marché de l'IA dans le domaine de la santé*

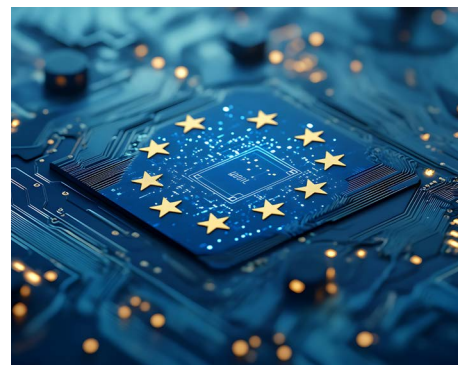
L'Union favorise l'IA éthique, en mettant l'accent sur la transparence, l'équité et la responsabilité. Toutefois, il est difficile de mettre en œuvre ces principes sans étouffer l'innovation. Par exemple, les règles strictes du RGPD sur le partage de données peuvent limiter les ensembles de données disponibles pour l'entraînement de l'IA, alors que les exigences en matière d'explicabilité prévues par le règlement IA peuvent entrer en conflit avec la complexité des modèles avancés. Accorder une trop grande importance à l'éthique pourrait ralentir l'adoption de l'IA, tandis que lui accorder une importance insuffisante pourrait éroder la confiance du public. Comme le montre le débat sur la création d'un marché de l'IA dans le domaine de la santé dans l'Union, qui impliquerait l'utilisation de l'IA pour des applications de soins de santé, trouver le bon équilibre est une tâche délicate.

Le règlement relatif à l'espace européen des données de santé, qui devrait entrer bientôt en vigueur, a pour but de faciliter l'échange sécurisé et normalisé des données de santé et d'établir un cadre commun pour la réutilisation des données de santé, en facilitant l'accès au développement, à l'essai et au déploiement de l'IA. Toutefois, son intégration avec les législations existantes, telles que le RGPD et le règlement relatif aux dispositifs médicaux, ajoute de la complexité. Les enjeux qui en résultent sont multiples et

couvrent des aspects juridiques, techniques et organisationnels. Le marché de l'IA dans le domaine de la santé implique l'utilisation de l'IA pour des applications telles que l'analyse prédictive, la médecine personnalisée et la gestion efficace des données relatives aux soins de santé. La création d'un tel marché dans l'Union nécessite un cadre robuste pour la conservation des données et les opérations d'entraînement des données de l'IA. Les données d'entraînement de l'IA désignent les ensembles de données utilisés pour former les modèles d'IA, en leur permettant d'apprendre des schémas, de faire des prédictions et d'exécuter des tâches. L'entraînement de l'IA comprend le traitement de volumes importants de données à caractère personnel, ce qui nécessite une base légale conformément à l'article 6 du RGPD. Les exigences relatives à «l'intérêt légitime» sont souvent prises en compte, mais il existe des désaccords profonds entre les autorités européennes chargées de la protection des données sur l'interprétation de ce paragraphe.

#### *Coopération internationale*

Le secteur de l'IA et des données s'étend à l'échelle mondiale. Dans ces conditions, il convient d'explorer les moyens de renforcer la coopération internationale en faveur des acteurs de l'Union. Par exemple, les accords de reconnaissance mutuelle (ARM) pourraient servir de base à la coopération. Ce sont des accords bilatéraux qui visent à faciliter le commerce entre deux parties en assurant la reconnaissance mutuelle des résultats des évaluations de conformité (notamment l'essai, les inspections et les certifications) pour des produits industriels spécifiques. Ces accords réduisent les obstacles techniques au commerce, réduisent les coûts



© Adobe Stock

des entreprises et rationalisent l'accès au marché en supprimant le besoin de procéder à des évaluations en double. L'Union et les États-Unis, qui ont les relations commerciales bilatérales les plus importantes au monde, ont mis

en place des ARM depuis 1998 qui couvrent de nombreux secteurs. La négociation d'ARM supplémentaires entre l'Union et les États-Unis soulèverait un certain nombre de défis majeurs liés à des différences réglementaires, structurelles et politiques. Néanmoins, je pense que ces défis pourraient être surmontés en concentrant les efforts sur des domaines tels que la conservation des données et les modèles d'entraînement des données.

#### **Erika Mann**

*Conseillère principale en politique européenne chez Covington & Burling LLP  
PSE, Allemagne (1994-2009)  
erika@erikamann.com*



European Parliament  
**FORMER MEMBERS  
ASSOCIATION**

## **Association des Anciens Députés au Parlement Européen**

Tél.: + 32(0)2 284 07 03  
[formermembers@europarl.europa.eu](mailto:formermembers@europarl.europa.eu)

Parlement européen - Bât. József Antall 02Q073  
Rue Wiertz, B-1047 Bruxelles.

**[www.formermembers.eu](http://www.formermembers.eu)**

## Suivez-nous

 [@EuroparlFMA](https://www.facebook.com/EuroparlFMA)

 [@Europarl\\_FMA](https://twitter.com/Europarl_FMA)